

le monde **libertaire**

DOSSIER SPÉCIAL
ÉDUCATION

L'école ?

Ils s'en occupent...



M 02137 - 1469 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

Je ne suis au service de personne (pas même du peuple et
encore moins de ses dirigeants)

Anonyme

hebdo n° 1469

du 15 au 21 mars 2007

Liquidation au **Danemark**, par J.-M. Traimond, page 4

En voiture, Simone, par M. Rajsfus, page 5

L'autruche a toujours raison, par Fred, page 5

Brèves de combat, page 6

Le grand Monopoly **d'Air Bus**, par Fabrice, page 7

Prisons, par Marie-Athée et P. Schindler, page 8

Argentine, la récup' continue, par le groupe La Rivolta, page 9

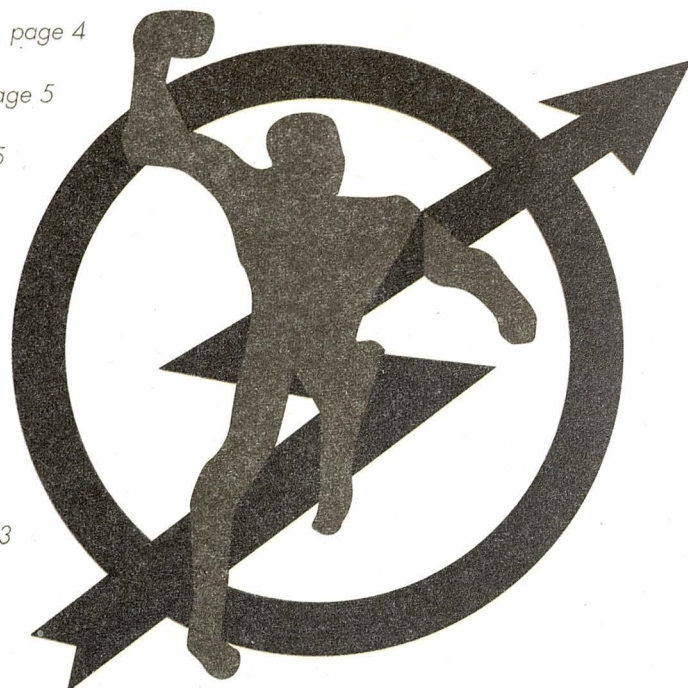
Israël, **Anarchistes contre le mur**, par K. Snitz, page 11

Les anars et l'éducation, par J.-M. Raynaud, page 13

Éducation permanente et **libertaire**, par H. Lenoir, page 14

les cours de **morale à l'école**, par l'Éducation nationale, page 16

Les renards dans **le poulailler éducatif**, par G. Molinier, page 18



Les enseignants luttent dans l'école publique, par Serge, page 19

Précaires, **les fonctionnaires ?** par ITZR en colère, page 21

École privée et **argent public**, par V. Benito, page 22

Révolution à l'école, par Maryvonne, page 23

Faut qu'ça germe, par N. Trumel, page 25

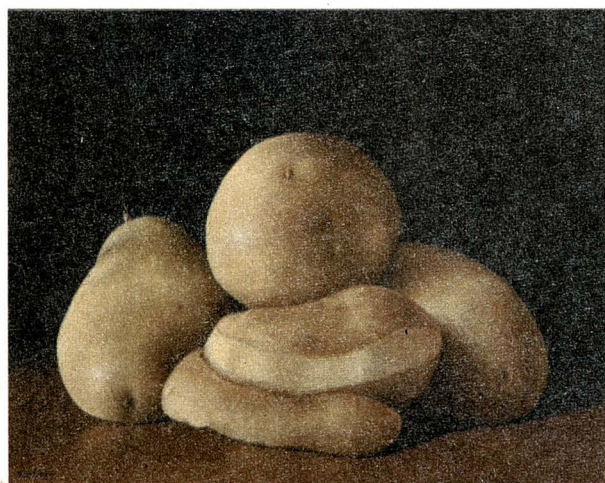
Des films, par R. Hamm, page 26

Vingt ans de **Femmes libres** sur Radio libertaire, par L. N., page 28

Concert de soutien à **Radio libertaire**, page 29

Radio libertaire dans tous ses **programmes**, page 30

Agenda, page 31



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

○ 20 €

○ 38 €

○ 61 €

Étranger

○ 27 €

○ 46 €

○ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ○ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215).

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépôt légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Il est des odeurs répugnantes qui se répandent avec constance dans ce pays, et se mettre une pince à linge sur le nez n'y changerait rien. Le pitbull Sarkozy vient de lancer une nouvelle boule puante dans l'arène électorale avec sa proposition de créer – s'il est élu – un « Ministère de l'immigration et de l'identité nationale ».

Aussitôt, grosse bousculade pour être le premier danseur au bal des hypocrites. Les déclarations indignées fusent dans ce que, par mollesse intellectuelle, on appelle la gauche. Mais quelle différence existe-t-il – hormis sur le plan sémantique – entre l'« immigration choisie » du premier flic de France, et l'« immigration concertée » de la cheftaine du PS? Strictement aucune en vérité.

Comment peut-on oublier qu'au temps de la « gauche plurielle » (plus rien?), Chevènement, le Déroulède de Belfort, a pu faire adopter sa loi sur l'immigration sans que le PCF ou les Verts ne pipassent pas mot, ou si peu, tant leurs postérieurs étaient solidement arrimés à leurs strapontins ministériels?

L'œil du borgne de Saint-Cloud peut briller de satisfaction tant le poison qu'il répand depuis de longues années a infecté les esprits. De facto, il est en effet dramatique de constater qu'une grande partie de ce que l'on nomme le « corps social » a intériorisé et admis la division artificielle et monstrueuse de l'humanité entre « espèces », les unes so-disant « utiles » et les autres « nuisibles ».

Au rang des migrants invités à nos tables... euh pardon pour les servir (lire les « utiles »), figureraient les seuls travailleurs dotés de « talents » et/ou de « compétences » nous faisant partiellement défaut. Mais comment feindre l'étonnement quand, par exemple en 1990, sur fond de grandes orgues lepénistes, Rocard, qui était alors un des premiers violons du PS, déclarait : « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais elle doit savoir en prendre fidèlement sa part. » Le bougre, devenu mort-vivant depuis, a été entendu au-delà de ses espérances.

Mais sur tous les continents, il en est que les problèmes de visa ou de carte de séjour n'angoissent pas particulièrement. Nous désignons ici le « cercle des milliardaires » (en dollars) qui, selon *Forbes*, le magazine américain de la richesse heureuse et décomplexée, annonce qu'à l'heure actuelle 946 personnes de par le monde (dont 153 nouveaux membres en 2006) constituent le gotha de ces capitalistes sans frontière.

Là est une vraie « espèce » protégée et choyée qui pille pourtant les ressources de la planète sans vergogne et plonge une bonne part de l'humanité dans la misère la plus profonde. Les aboiements des roquets qui les servent n'y changeront rien, voilà les seuls parasites sur terre.

Faire reculer de Robien !

Trois semaines pour combattre

Dans un excellent article (voir le Monde libertaire n°1466), ma camarade Virginie, de Rouen, avait déjà expliqué le danger gravissime qui guette l'école primaire avec le projet de Robien de mise en place des Établissements publics d'enseignement primaire (EPEP) qui liquide l'école communale publique et laïque.

Fabrice

Groupe La Sociale de la Fédération anarchiste - Rennes

JE CROIS SAVOIR que les personnels du premier degré ont déjà choisi de faire du mercredi 14 mars une journée de manifestation contre ce projet, à Paris comme ailleurs.

Dans le second degré, ce n'est plus d'un projet de décret qu'il s'agit mais d'un décret tout court, publié le mardi 13 février dernier au Journal officiel.

Ce texte abroge (le ministre dit « réécrit ») dans les faits les décrets de mai 1950 qui, même loin d'être parfaits, fondaient l'essentiel des garanties des professeurs des lycées et collèges (avec une circulaire de 1992 pour les professeurs de lycées professionnels). Le décret de Robien, imposé malgré le rejet de l'ensemble des organisations syndicales (tout au moins officiellement) est bien évidemment d'abord une affaire de gros sous. En supprimant certaines décharges qui existaient jusque-là (heures de « 1^{re} chaire » pour les classes à examen, heure pour s'occuper des laboratoires d'histoire-géographie, de sciences physiques, de sciences et vie de la Terre...), le ministre fait déjà la coquette économie de 3058 postes au plan national. Le projet de loi de finances 2007 parlait d'ailleurs des « gisements de productivité » à mettre en œuvre dans l'Éducation nationale. Effectivement en bout de course, il s'agit de faire travailler plus les professeurs sans qu'ils gagnent un sou de plus, bien au contraire. Mais le décret de Robien n'est pas que cela : il généralise dans les faits la bivalence (enseignement de deux disciplines), il accroît considérablement la déréglementation pour les titulaires sur zone de remplacement, il multiplie les possibilités de complément de service (travail sur deux ou trois établissements différents), sans quasiment de limitation géographique, il s'attaque

au sport scolaire (UNSS), il introduit, pour tous les professeurs, la possibilité de lettres de mission, sorte de contrat individuel entre l'enseignant et sa hiérarchie, qui lui fixe des objectifs de performance dans le cadre de la LOLF (Loi organique relative à la loi de finance). C'est ce que le ministre appelle « travailler autrement et de façon moderne ». On connaît ce type de « modernité » qui fleure bon le servage et l'Ancien Régime.

Face à cette attaque, d'une telle brutalité que les professeurs ont mis un certain temps avant de prendre conscience du danger, la colère et la mobilisation montent dans les collèges et les lycées. Les grèves du 18 décembre 2006 et du 8 février dernier, dans le cadre de la journée d'action de la fonction publique pour cette dernière, ont été manifestement bien suivies. Le problème, en fait, est moins de Robien qui, comme Allègre en 2000 avec son projet d'annualisation des professeurs de lycées professionnels, peut sauter avec son décret si la riposte s'organise sérieusement, que les manœuvres de certaines bureaucraties syndicales comme à l'accoutumée. La machine à perdre est-elle enclenchée? On peut se le demander, quand on a vu tout d'abord le peu d'empressement de la direction du SNES (FSU) pour la grève du 18 décembre 2006 (récupérée ensuite pitoyablement dès lors qu'elle s'est avérée un succès), la décision unilatérale de la FSU d'organiser le samedi 20 janvier 2007 une manifestation nationale pour « peser sur la campagne électorale », ou encore les manœuvres pour isoler les professeurs des autres fonctionnaires le 8 février dernier.

La CFDT et l'UNSA, poussées au cul par leurs propres « bases », ne peuvent pas pour l'instant se permettre de quitter l'intersyndicale nationale qui exige l'abrogation du décret. Mais tout le monde sait que le thème du « travailler autrement » (mais à la mode Ségolène), alibi pédagogique de toutes les régressions, est loin de leur déplaire et qu'ils ne bougeront pas un cil pour défendre les décrets de 1950, pas plus qu'ils ne se sont battus pour les 37,5 annuités en 2003.

L'option pour tout ce petit monde, aujourd'hui, semble d'essayer d'éclater, de disloquer au maximum la bagarre, établissement par établissement, en mettant en avant de « nouvelles formes d'action », souvent d'ailleurs les plus éculées et qui ont fait preuve déjà, par le passé, de leur inefficacité : boycott des conseils d'administration (quelle audace !), échange de discipline entre professeurs pour montrer la nuisance de la bivalence (gentil mais un peu folklorique), rétention de notes et boycott des bacs blancs sont suggérés entre autres bonnes idées. À noter d'ailleurs qu'en 2003, en pleine grève lorsqu'il s'était agi d'envisager le boycott pur et simple des épreuves du bac, le premier à



s'être dégonflé lamentablement et publiquement avait été Gérard Aschiéri, secrétaire général de la FSU...

Avec ce type d'actions, qui trouve l'assentiment souvent de la fraction la moins combative des professeurs, de Robien peut dormir tranquille. Il n'est pas exclu non plus que tout ce petit monde, si ces manœuvres de diversion ne fonctionnent pas, organise une « journée d'action », un « temps fort », pour gagner du temps. La méthode est déjà brevetée.

La seule force des enseignants, qui sont des salariés comme les autres, même si certains syndicats voudraient leur faire croire le contraire,

c'est leur nombre et leur capacité à bloquer l'outil de travail, en l'occurrence les collèges et les lycées. Certes, cela n'a pas le même effet immédiat que dans une boîte qui produit des voitures ou des avions, mais cela reste le seul moyen à la hauteur de l'attaque du gouvernement.

Bref, entre le retour de la 3^e zone des vacances d'hiver, le lundi 12 mars, et le départ pour les vacances de printemps de la 1^{re} zone, le samedi 31 mars, il existe une fenêtre de tir de trois semaines, pas un jour de plus. C'est dans cette période que la base doit imposer la manifestation nationale et la grève jusqu'à l'abrogation du décret, seules susceptibles de faire reculer de Robien – sur les conseils, éventuellement, de son candidat préféré Sarkozy.

Les anarchistes n'ont pas à avoir d'état d'âme à défendre les décrets de 1950, pas plus qu'ils n'en avaient à défendre le Code du travail face au Contrat première embauche. On ne construit pas de mouvement social sur la base d'échecs et de régressions. Si d'aventure le mouvement social, sur ce terrain comme sur les autres, révélait son impuissance, ce serait bien évidemment les politiciens et leurs impasses électorales qui en tireraient le plus grand bénéfice. **F**

Deux lieux où vivre presque libres...

Même dans l'un des pays les moins brutaux du monde, le sabre continue à obéir au goupillon. À Copenhague, il y avait deux lieux où vivre presque libres : Christiania et Ungdomshuset.

CHRISTIANIA avait été conquis par la génération qui avait 20 ans en 1970, Ungdomshuset par celle qui en avait 16 en 1982. Ungdomshuset « la maison de la jeunesse » Jagtvej 69, Noerrebro, le quartier ouvrier, populaire de Copenhague... J'y suis allé en 1986. C'était très beau, comme le sont les squats vivants. Anarchistes, punks, do-it-yourself, squatteuses et squatteurs et entre-deux, glandeurs et activistes, Ungdomshuset, depuis vingt-cinq ans : des milliers de concerts et de fêtes, de réunions et de manifs ; elle grouillait de vie, d'action, de chants, de radios, d'affiches, de discussions, de rires, de grandes marmites de porridge, et de bouteilles de bière, et de sacs de couchages, et de livres ; crasseuse, déglinguée, exultante, inquiète et vive, en rires, en crise, en joie, ce qui se passait à Ungdomshuset c'était la vie, pas la survie. Ça me tord les tripes d'écrire ça à l'imparfait.

Ungdomshuset ne s'est pas rendue sans combattre : les flics ont tapé brutalement, et sont allés jusqu'à envoyer leur unité antiterroriste par hélicoptère ! Car il faut respecter la loi, et le droit de propriété. La ville avait vendu les lieux, qui se sont retrouvés après revente dans les mains d'une secte imbécile, Faderhuset « la maison du Père » (tout un

symbole, la maison du père expulsant la Maison de la jeunesse), connue pour ses lavages de cerveau, malversations, prises de position racistes et antihomosexuelles, sans parler, bien sûr, du « lien direct avec Dieu » de sa fondatrice. Le Danemark, peu de gens le savent, a toujours eu un faible pour les sectes. Quand j'y vivais, je passais au moins deux ou trois fois par semaine devant le quartier général européen de Scientologie, débordant d'imbéciles stressés et agressifs, en chemise blanche et cravate noire. Baghwan Rajneesh, les Enfants de Dieu, Hare Krishna, The Jesus Freaks, et tant d'autres y ont très bien gagné leur vie.

On a donc suivi le virage à droite général en Scandinavie, et l'État a envoyé ses chiens. Beaucoup. Ils ont tapé toute une semaine, ils ont tapé plus fort qu'ils ne l'avaient fait depuis des années. Mais c'est une vieille histoire, parce que la conquête d'Ungdomshuset ne s'était pas passée sans gaz ni matraques, et succédait à la bataille d'Allotria, un squat qui eut son heure de gloire pour deux raisons : d'abord parce que les gamins (presque tous moins de 20 ans) qui l'occupaient jetèrent, entre autres choses, un stock de toilettes en céramique sur la tête des flics. Ils ont gagné, aussi parce que, lorsque les forces de l'ordre



lancèrent leur assaut, ils trouvèrent la maison vide : les gamins avaient creusé un tunnel pour échapper au siège et à l'assaut, sans pour autant se rendre !

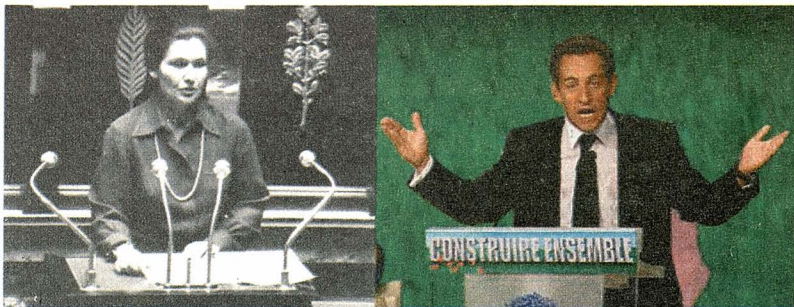
Pour l'instant, l'État, la secte et leurs hélicoptères ont gagné. Les jaunes, envoyés le 5 mars pour démolir le bâtiment, travaillent masqués et, chose extraordinaire dans une société capitaliste donc esclave de la publicité, le logo de l'entrepreneur a été masqué lui aussi sur toutes les machines, tous les camions, les bulldozers.

Pour l'instant, les jeunes d'Ungdomshuset pleurent. Pleurent vraiment, à chaudes larmes. Mais Ungdomshuset ne renonce pas. Le combat va continuer.

On peut envoyer des lettres de protestations à l'ambassade danoise, 77, avenue Marceau, 75116 Paris, et des messages de soutien à kontakt@ungeren.info.

Jean-Manuel Traidmond

En voiture Simone...



DÉCIDÉMENT, tous les coups sont bons dans cette campagne électorale qui dégage des odeurs de plus en plus nauséabondes. Désireux de conforter sa popularité, Nicolas Sarkozy a sorti son joker : Simone Veil.

Depuis que cette rescapée d'Auschwitz, devenue magistrate, s'est illustrée avec sa loi sur l'IVG, en 1975, sa notoriété l'a de plus en plus portée vers la droite dure de ce pays. En 1979, forte de sa popularité, elle est tête de liste de la droite unie aux élections européennes avec, en troisième position, le cher Robert Hersant, ancien collaborateur notoire aux temps de l'Occupation. Interpellée à ce sujet, Simone Veil répondait que le patron du *Figaro* était un homme honorable. Dans le même temps, l'époux de la dame (on n'est pas responsable de son conjoint), Antoine Veil, siégeait au conseil d'administration de la compagnie aérienne UTA, au côté de René Bousquet, ancien secrétaire général à la police de Vichy – redevenu, lui aussi, honorable.

En 1995, sans la moindre hésitation, Simone Veil choisit Edouard Balladur contre Jacques Chirac. On n'est jamais trop à droite, lorsque l'on se range du côté du parti de l'ordre ! Pourtant, comme ce petit monde s'entend malgré tout comme larrons en foire, Jacques propulsera Simone au Conseil constitutionnel, en 1998.

Comme il faut bien faire une fin, après une carrière tellement chargée, à 80 ans aux prunes, Simone Veil quitte le Conseil constitutionnel pour prendre la tête du Comité de soutien à la candidature de Nicolas Sarkozy. Elle y retrouvera la crème de la réaction française. Particulièrement ces braves politiciens qui ont la volonté de remettre en cause le Code du travail et, plus précisément, le droit de grève. A l'heure où Nicolas Sarkozy nous explique qu'il faut travailler plus pour ne pas gagner davantage, la survivante d'Auschwitz reprend du service pour le compte d'un pouvoir qui a fait de la chasse aux immigrés sans papiers l'une des bases de son action sociale.

Alors que les centres de rétention administrative sont pleins de ces parias, en passe d'être expulsés vers des pays où ils seront malmenés, Simone Veil a oublié le passé de persécutée de Simone Jacob...

Maurice Rajsfus

Quand l'autruche éternue...

Viens Louise, on file

Tirant tête hors du trou, qu'entend-je ? La mère Royal qui, le 8 mars, journée de la femme, n'a pu s'empêcher d'évoquer « **les femmes du petit matin** », à la manière d'un Sarko vantant la France qui se lève tôt. Et la dame d'ajouter : « **Non seulement je ne vous oublierai pas, mais je vais m'occuper de vous.** » C'est une promesse, ou une menace ?

La candidate étant en verve, elle en profita pour lâcher cette sentence mémorable : « **Je ne vous demande pas de voter pour moi parce que je suis femme. Mais je suis une femme.** » Ah. Et pour conclure sur du plus lourd en terme d'argument, Ségo se lâcha au final : « **Comme disent les rappeurs, Paris est dans la place. Et moi aussi, je suis là.** » En résumé, bin c'est une femme, et elle est là. Denise Fabre n'aurait pas dit mieux.

Après un tel festival de billevesées et calembredaines, Marie-George Buffet, le meilleur soutien (involontaire) de Bové, a beau jeu de lancer que « **la gauche est faible, c'est même complètement inquiétant** ». Inquiétant, complètement, pour qui ? Inquiète, la Marie ? Fallait pas faire ta conne, George, tu viens pleurer maintenant, moi je ris.

Et je ris davantage quand je vois le Béarnais nous prendre pour des truffes. « **Quand je me tromperai, je dirais que je me suis trompé** », a promis le Bayrou du village. Du pipeau, ils en jouent tous, mais lui c'est un artiste... « **Je suis complètement vrai** », s'est autorisé le gars, « **il n'y a rien de simulé dans ma campagne** ». C'est clair, ce type nous prend pour des fans des Fatals Picards...

Heureusement madame Ségo veille, et, confrontée à la Bayrouitisation de la gauche, sonne le tocsin, rugit : « **C'est moi qui suis la plus stable.** » Ça, c'est envoyé...

Et Sarkozy, me direz-vous ? Il va bien, merci pour lui, mais il paraît qu'il est bougon, mécontent de voir qu'il n'est plus guère insulté et honni dans les colonnes du ML. Pour lui rendre sa bonne humeur, il ne faudrait rien moins qu'un article du camarade Pat Schindler, commentant par exemple cette mémorable phrase du candidat de l'UMP : « **Je suis né hétérosexuel.** » Et ta mère, elle vendait des gommés ou des étoiles roses ?

Quant aux fachos qu'une certaine presse s'entête à appeler la « droite nationale », il faut les écouter japper. Ansi, Villiers : « **Si je suis élu je mettrai en œuvre une politique de francisation qui passera par l'école, où l'on apprendra le respect, l'effort et le patriotisme.** » Sic, double sic. Ça ne vous rappelle rien, dites ?

Allez viens Louise, on se casse, avant que ces malades ne t'obligent à chanter la Marseillaise debout dans la cour de récré, à saluer le drapeau et le portrait de Sarko, viens on file, la France on l'aime pas, on la quitte. Et on embarque tes copines.

Frédo Ladrissse

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Violences aux jeunes femmes

Une étude 2006, menée auprès de 1 600 jeunes femmes par le conseil général de Seine-Saint-Denis révèle que 23 % ont subi des violences physiques au moins une fois dans leur vie et 30 % au cours de l'année. Les agressions sexuelles verbales représentent 14 %, et le harcèlement sexuel a lieu pour 2/3 dans les espaces publics. Au total, 16 femmes se disent victimes de tentatives et 10 de viol avéré. Les pères sont responsables des violences les plus graves, suivis par les beaux-pères, les mères et les frères. Debout femmes esclaves et recommençons le combat!

Quand la lutte paye...



Photo © Daniel Maunoury

Après six jours de grève menée avec la CGT, les 380 salariés de Magneto, sous-traitant de Citroën à Aulnay-sous-Bois, ont gagné des augmentations de salaire, des congés supplémentaires et l'embauche des intérimaires. La lutte ça paye! Il n'y a pas besoin de travailler plus pour gagner plus!

Hommage à Puerto Real

Dans le cadre de la récupération de la mémoire historique sociale et politique, une association proche de la CNT a développé à Puerto Real un travail pour restituer la mémoire que le franquisme a tenté d'effacer. L'une des conséquences de ce travail entamé en 2003 c'est que trois nouvelles rues du quartier Casines ont été baptisées officiellement dans cet esprit de rendre la mémoire politique et sociale: il y a maintenant une rue « Mujeres libres », une rue « Tierra y libertad » et une autre « Solidaridad obrera ».

Parisot et Royal évitent la question qui fâche

Quand une Parisot rencontre une Royal, elles se racontent des histoires de travail! La première est contente: « sur certains éléments du diagnostic, nous avons une approche pas trop éloignée, nos

divergences portent sur les solutions et les remèdes ». La seconde a répété la formule « gagnant gagnant », un terme qu'adorait aussi prononcer mon patron, avant la liquidation de ma boîte! Sur les syndicats, elles sont en symbiose: « Il faut des adhésions plus massives. » De préférence, chez ceux affiliés à la gauche et qui se laissent acheter? En revanche, la question du SMIC n'a pas été évoquée, sûrement par manque de temps. C'est fou ce qu'il passe vite, quand on parle business!

La CFDT aime bien la précarité

Plusieurs précaires d'AC sont convoqués à la Direction régionale de la police judiciaire pour diffamation et dégradations, durant les négociations de 2005 sur l'Unedic entre Medef/ANPE/Assedic/syndicats. Ils s'en sont pris à la CFDT, qui a inventé le PARE, soutenu le placement privé des chômeurs et les annexes VIII et X, qui ont jeté des dizaines de milliers d'intermittents dans le RMI, ainsi que les contrats précaires comme le RMA: « La CFDT continue de soutenir la politique du Medef, aussi nous demandons aux salariés CFDT d'exiger le retrait des plaintes, afin que le syndicalisme ne se résume pas à la cogestion de la misère. » À bon entendeur salut!

Sarko courageux mais pas téméraire

Discours sur saint Louis, Pompidou et les Capétiens, à Corneilles-en-Parisis, banlieue pavillonnaire, située juste en face d'Argenteuil, où il avait évoqué la racaille et autres karchers. Prudent.

Chômage: il est content le Borloo

Seulement 1 200 chômeurs de plus en janvier, au baromètre officiel. Si on rajoute la catégorie des chômeurs ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois, on atteint quand même 2 544 inscrits. Mais, la dénonciation par les syndicats et le collectif Autres Chiffres du Chômage, des méthodes statistiques diminuant artificiellement le chômage (qui reste officiellement de 8,6 % de la population active) n'empêche pas Borloo de se féliciter de sa politique et de viser les 8,2 % fin 2007. Ça va faire du boulot aux agents de l'ANPE, pour désinscrire autant de monde des listes officielles!

La SNCF se privatise à donf

Pour la 1^{re} fois de son histoire, 300 kilomètres de voies sont confiées à un investisseur privé, pour 5 milliards d'euros, entre Tours et Bordeaux, afin de prolonger la ligne TGV. Pour les syndicats, il s'agit d'une menace pour le service public que la direction justifie par son endettement, face à la forte demande de lignes de TGV dans le pays. Ce système de financement privé existe déjà dans le BTP

(Viaduc de Millau) dont le constructeur rétrocède l'ouvrage au public, après s'être remboursé en prélevant le péage. Sud Rail pose les questions de la sécurité, de l'entretien et de la maintenance.

On purge les Telecoms européennes

Annonces massives de suppressions de postes en Europe, dont 22 000 d'ici à 2008 en France, 1 500 chez le belge Belgacom en dépit d'une hausse de son chiffre d'affaires (+ 7,1 %) et l'externalisation de nombreux des services de l'après-vente technique et des centres d'appel chez Deutsche Telekom.

Inspecteurs du travail dans la rue

400 inspecteurs rassemblés à Toulouse ont observé une minute de silence à la mémoire de Sylvie Trémouille et Daniel Buffière, abattus de 2 coups de fusil de chasse lors d'un contrôle dans la ferme de Claude Duviau. La profession voit le drame comme révélateur du climat d'hostilité croissante auquel ils sont confrontés lors des contrôles, tandis que la Coordination rurale, syndicat de droite souhaite relativiser le crime en évoquant la « violence économique, dont serait victime le monde agricole ».

Oaxaca, ils continuent le combat

En lutte depuis mai 2006, le peuple de Oaxaca, organisé en Assemblée Populaire (APPO), poursuit les manifestations de force. Lors du 8 mars, journée internationale de lutte des femmes, des centaines de milliers de personnes ont manifesté pour exiger la libération des prisonniers, le retour des personnes disparues, le départ du gouverneur de l'État, Ulises Ruiz Ortiz et le jugement des fascistes qui ont réprimé la population de Oaxaca. Les femmes jouent un grand rôle dans la révolte populaire. Pour l'heure, les commissions internationales se limitent à vérifier que les Droits de l'Homme ne soit pas trop bafoués, ce qui est loin d'être le cas. Violence, agressions, disparitions, enfermement sont le lot quotidien du peuple de Oaxaca. Notre solidarité doit être plus efficace.



le grand jeu de Monopoly

Les salariés d'Airbus sur la case départ !



AIRBUS

SI LES SALARIÉS D'AIRBUS ne connaissent pas les jeux de société, il va falloir qu'ils apprennent rapidement les règles très particulières du grand Monopoly capitaliste.

La situation peut paraître en effet, pour le commun des mortels, assez paradoxale : voilà une entreprise qui a connu en 2006 une livraison record de 434 avions, qui bénéficie d'un carnet de commandes garantissant du travail pour cinq à six années et qui connaît des retards dans la production. L'observateur non averti des stratégies de la finance internationale pourrait bêtement penser que ladite entreprise va devoir embaucher. Et bien non, raté, c'est tout le contraire !

Le fameux plan Power 8 vise à licencier, à vendre des sites, bref à mettre sur le carreau plus de 10 000 salariés, essentiellement en France et en Allemagne (avec quelques dommages aussi en Grande-Bretagne et en Espagne). L'objectif affiché par le PDG, Louis Gallois, est d'arriver à obtenir « 5 milliards d'euros de trésorerie cumulée de 2007 à 2010 » et de générer, à partir de 2010 « 2,1 milliards d'euros de résultat d'exploitation chaque année ».

Boeing, le principal concurrent, fait fabriquer ses avions à 80 % par la sous-traitance. En France, Airbus n'y fait appel que pour 30 % et le chiffre est inférieur en Allemagne. Il est donc urgent pour M. Gallois et pour les actionnaires d'arriver rapidement à 50 % de sous-traitance, compte tenu de la flexibilité et de la pression maximales qu'une boîte de cette importance peut imposer aux centaines de sous-traitants (y compris délocalisés) dont la capacité de résistance est extrêmement faible.

Il est utile, à ce stade, de faire quelques rappels historiques : avant de s'appeler Airbus, l'entreprise, alors publique, se dénommait Sud Aviation, puis SNIAS, puis Aérospatiale. Compte tenu de forces syndicales assez puissantes et remuantes (Sud Aviation fut à Nantes

la première entreprise en France à se mettre en grève en 1968), un accord a été mis en place dès 1970, garantissant quelques « acquis » sociaux non négligeables.

En 1998-1999, au nom de traités européens interdisant tout monopole public, voire toute aide publique, pour ne pas « fausser la libre concurrence », Jospin et son ministre du Transport, membre du Parti communiste, Gayssot, ont privatisé l'entreprise (l'État restant actionnaire à hauteur de 15 %). La logique financière pouvait alors librement s'exprimer.

Toute la question maintenant pour les salariés d'Airbus et ceux des entreprises sous-traitantes, c'est de savoir comment s'opposer à Power 8, sans tomber dans le piège où l'on opposerait les salariés d'un pays contre ceux d'un autre.

De Villepin et Merkel, la chancelière allemande, se sont rencontrés pour négocier un « partage équitable des efforts ». Pour les salariés, le problème n'est pas de savoir si ce sont les salariés français ou allemands qui vont payer un peu plus les pots cassés (4 300 licenciements d'un côté, 3 700 de l'autre), mais de s'opposer ensemble à ce plan de démantèlement de l'entreprise.

De ce point de vue, la rencontre du 14 février et la déclaration commune du syndicat FO (majoritaire à Airbus) et du syndicat allemand de l'IG METALL vont plutôt dans le bon sens : « Organiser la défense commune de tous les salariés ».

Rüdiger Lütjen, responsable en Allemagne du syndicat d'Airbus (IG METALL) a montré d'ailleurs une certaine volonté d'en découdre (ce qui n'est pas si fréquent) en déclarant dans Die Welt le 8 février : « Nous n'accepterons ni licenciement, ni baisse des salaires, ni flexibilité (sinon cela serait) une déclaration de guerre. »

S'il existait une internationale digne de ce nom, la question pourrait d'ailleurs être

relativement vite réglée, mais on sait ce qu'il en est de la Confédération européenne des syndicats (CES), zélée courroie de transmission de la Commission européenne et de la toute nouvelle Confédération syndicale internationale (CSI).

Au dernier forum de Davos, haut lieu de la « nouvelle gouvernance mondiale », une délégation de la CSI, avec à sa tête son secrétaire général Ryder, a d'ailleurs déclaré que la « délocalisation d'entreprise est une fatalité qu'il faut gérer de manière acceptable ».

Il reste que c'est dans la rue, le 6 mars dernier, les salariés de Toulouse, St-Nazaire et Méaulte (Somme) ont refusé cette fatalité que tous ces braves gens veulent leur rendre acceptable, même si une demi-journée de grève et des manifestations ne suffiront certainement pas à faire reculer Gallois.

Certains salariés sont manifestement prêts à en découdre, et tous ne sont pas disposés non plus à se laisser bernier par l'intérêt et la compassion des différents candidats à la farce électorale.

Libération, dans son édition du 7 février, évoque certes les propos d'une manifestante qui déclare « penser voter Royal », ce qui devient d'ailleurs le sous-titre de l'article, laissant croire que tout le monde fera comme elle. Mais plus loin dans l'article, on trouve aussi des propos autrement plus intéressants du genre : « On s'en fout de savoir si les politiques sont attentifs, les risettes électorales et simagrées n'apportent rien. »

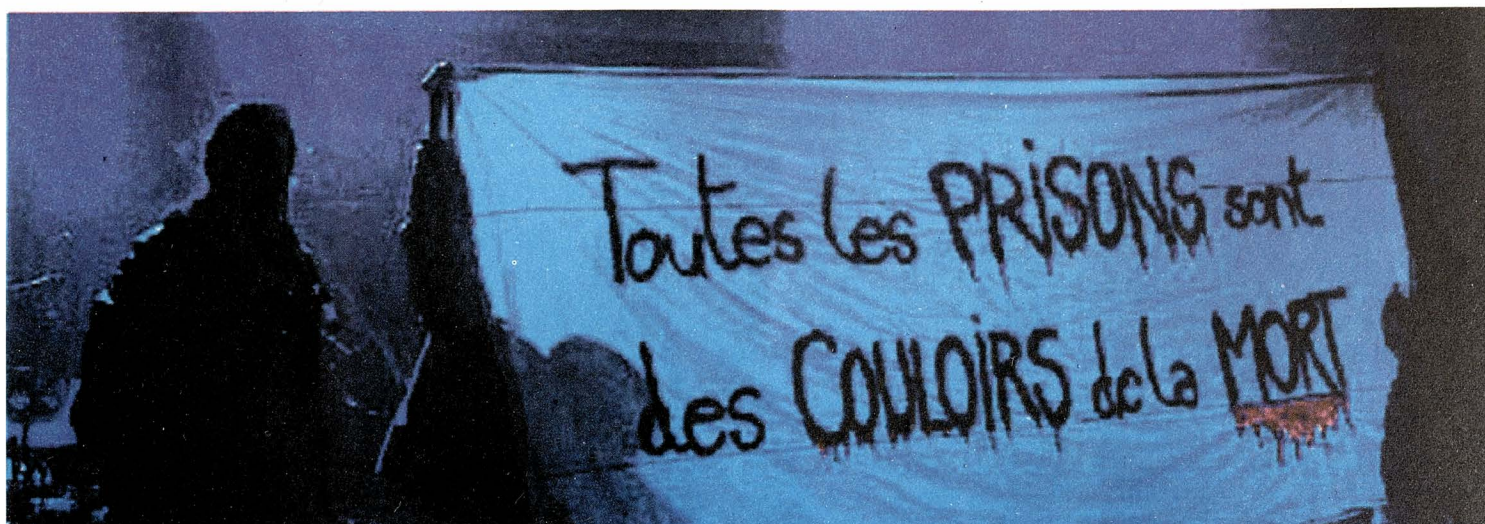
On ne saurait mieux dire. Pour les salariés d'Airbus comme pour les autres victimes du grand Monopoly capitaliste, la seule solution est de prendre leurs affaires en mains en refusant le rôle de simples pions qu'on veut leur faire jouer.

Fabrice

Groupe La Sociale

de la Fédération anarchiste à Rennes

Prisons partout justice nulle part !



LES COLLECTIFS Ne laissons pas faire, Défense Active et la chanteuse Dominique Grange organisaient une conférence à la Bourse du travail, à l'occasion du 20^e anniversaire de détention des quatre d'Action directe. Les intellectuels (connus ou non) étaient présents, ainsi que nombre d'anonymes révoltés par le sort promis à Nathalie Ménigon, Jean-Marc Rouillan et Georges Cipriani, arrêtés en 1987 et toujours incarcérés, tandis que Joëlle Aubron est décédée en 2006, des suites d'un cancer non soigné. Tous les quatre ont été condamnés deux fois à la réclusion criminelle à perpétuité, pour les assassinats du général René Audran, en 1985, et du PDG de Renault Georges Besse, en 1986. Le Monde libertaire a été ulcéré par la double peine revendiquée par la justice: celle d'une condamnation déjà effectuée et celle d'un appel à la «repentance», comme au Moyen Âge! Décidément, la société civile et la nuisance publique ont beaucoup de mal à se défaire des traces nauséabondes laissées par des millénaires de diktats religieux et autoritaires.

Pour M^e Leclerc: «Les actes pour lesquels ils ont été condamnés ne sont pas au cœur du débat, ce qui compte c'est la durée d'emprisonnement: une peine de vingt ans est une peine inhumaine qui déstructure et décompose une personne.» Le président d'honneur de la LDH parle encore de «mort à petit feu, tandis que la peine de sûreté a été déjà accomplie et devrait logiquement déboucher sur une libération conditionnelle, selon les exigences de la loi». Pour Catherine Vieucharier (Commission justice du PCF): «Un prisonnier reste un citoyen, depuis la suppression de la peine de mort. Il est communément admis que la durée de quinze ans incompressibles est suffisante, d'autant plus pour les personnes atteintes d'une maladie grave. Enfin, le cas Papon le confirme: la justice a-t-elle le

droit de choisir les prisonniers qu'elle libère, sous prétexte de la loi Kouchner?» Dans une lettre de soutien, Jean-Louis Chalencet, l'avocat de Nathalie rappelle que «la notion de repentir date de l'Inquisition et n'existe pas dans le droit français. De plus, les autres prisonniers politiques activistes de cette période ont presque tous été libérés en Allemagne, en Italie, en Espagne. La France reste le seul pays européen accroché à des positions aussi rigides. De plus, un hôpital se situe à cinq minutes du lieu d'emprisonnement de Nathalie, pourquoi n'a-t-elle pas droit aux soins élémentaires, sa demande de libération conditionnelle n'a même pas été examinée. Enfin, la Justice lui reproche d'être trop malade pour travailler, afin de rembourser les dommages et intérêts dus aux familles des victimes, mais pas assez pour sortir de prison!»

En revanche, nous avons trouvé assez fade, timoré, voire limite faux-culs, les discours de l'ancien de Mai 68, Alain Geismar et du psychanalyste Gérard Miller. Le premier avoue avoir hésité avant d'accepter l'invitation de la chanteuse Dominique Grange: «À aucun moment je ne me suis reconnu dans les discours et les actes des militants d'Action directe. Et un court instant, je me suis demandé si ma participation ne risquait pas d'entraîner une confusion.» Il a la grosse tête l'ex-conseiller de plusieurs ministres socialistes, depuis qu'il est devenu inspecteur général de l'Éducation nationale! Miller, le psychanalyste avait presque l'air de s'excuser de se trouver parmi nous et a évoqué «s'y trouver parce qu'il a un faible pour la démocratie!» Merci, docteur! Dans une lettre de soutien, Jean-Jacques Lebel se déclare pour la libération des trois derniers d'Action directe «même s'il n'a jamais approuvé la pensée maoïste»... ce qui n'a pas manqué de faire sourire les anciens militants présents, Action directe s'étant toujours

revendiquée dans la pure lignée communiste! JP Duteuil (OCL) a été l'auteur d'une belle formule: «On juge une société sur son comportement à l'égard de ses prisonniers», avant d'ajouter que «dans cette affaire, il ne s'agit pas de reconnaître une quelconque parenté avec les assassinats perpétrés par Action directe, mais, vingt ans après, il s'agit d'un autre temps qui s'ouvre.»

Pour notre part, le philosophe Ben Saïd (de la LCR), enseignant à Paris VIII, nous a séduits quand il a comparé le cas de Nathalie avec les procès du Moyen Âge, tandis que la justice lui demande de faire acte de repentance! Pour Ben Saïd, «la repentance et le pardon sont deux concepts religieux, qui n'ont rien à voir avec la justice». Et de rappeler que Jeanne d'Arc y avait déjà eu droit de la part de religieux qui lui ordonnaient, en vain, lors de son procès: «Adjures, Jeanne, adjures, Jeanne!» Mais, si Jeanne d'Arc n'a pas cédé pour des raisons religieuses, Nathalie Ménigon s'explique, sans détour, sur ce sujet dans une lettre dont le contenu nous a été communiqué: «Vingt ans après, Ya basta, bien sûr! Mais, je pense que l'État se moque bien du repentir de nos têtes baissées, bien trop occupé à nous tuer à petit feu dans ses geôles spéciales, sous le coup de dossiers ni sérieux ni solides [...]. Nous resterons des insoumis à l'ordre bourgeois, nous les êtres humains qui désirons vivre libres, ainsi que les peuples qui souhaitent vivre nomades et les immigrants qui revendiquent un libre accueil dans les pays occidentaux [...]. Merci aux résistants basques, bretons, corses, antifascistes et tous les individus pour leur soutien. Nathalie»

Marie-Athée et Patrick Schindler

Groupe-claash@federation-anarchiste.org

Argentine

Récupération de terrains dans la Villa Fiorito

lutte populaire venue d'en bas



Le 27 NOVEMBRE 2006, près de 160 familles, voisins de la Villa Fiorito¹ et Villa Caraza², lassées de ne pas avoir de lopin de terre où construire des habitations, ont occupé une décharge clandestine, située à l'intersection de la rue Hornos et de la Rivera³ Sud du riachuelo⁴.

Ce terrain était utilisé de façon illégale comme décharge par ses propriétaires, et tous les jours, sans aucune autorisation, d'importantes quantités d'ordures y étaient déposées, puis régulièrement brûlées. Des résidus industriels, des déchets d'hôpitaux, des restes d'animaux décortiqués des ateliers de fabrication de cuir des alentours, faisaient partie du paysage ordinaire. Les maladies que cela engendre sont nombreuses et variées, tout comme les victimes.

La récupération des terrains a été réalisée de façon spontanée par les voisins qui ont dès lors commencé à transformer ce qu'ils connaissaient comme « La Quema »⁵ en un nouveau foyer. Malheureusement, l'état écologique du terrain présente toujours autant de risques pour les familles : la grande quantité de déchets qu'on y a déposée et incinérée ayant contaminé la zone.

Cette situation fait partie des innombrables dénonciations effectuées auprès du commissariat N°5 de la Villa Fiorito et auprès de la mairie de Lomas de Zamora.

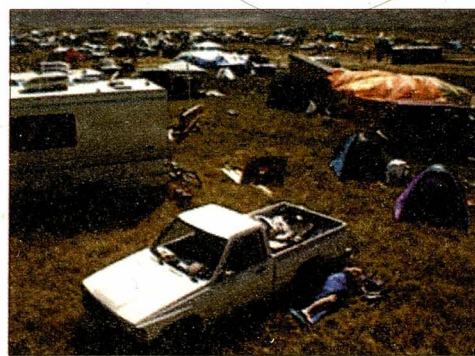
Les familles gardent le cap de leur lutte : elles rejettent les structures partisans et clientélistes et leurs membres, les considérant comme en partie responsables de la situation. Habitues aux manœuvres et spéculations politiques en Argentine, les voisins ont décidé de laisser les partis politiques et les punteros⁶ en dehors de cette expérience. C'est pourquoi ils s'auto-organisent en assemblées horizontales.

Trois mois plus tard la lutte continue et doit aujourd'hui faire face à des menaces diverses, d'où ressort le rôle de l'Etat et des propriétaires.

Absence de protection légale

Dans le système capitaliste, la loi étant faite suivant les privilèges d'une classe dominante et pour garantir la protection la propriété privée, les familles impliquées sont considérées comme usurpatrices, car elles ont récupéré un terrain qui était utilisé comme décharge, et sont dans une situation désavantageuse.

On voit se refléter ici la fonction remplie par l'appareil juridique de l'Etat : celui qui lutte pour vivre dignement est considéré comme hors la loi, tandis qu'on ne met pas en cause le propriétaire du terrain qui utilise les terres comme vide-ordures pour faire du profit économique, et qui contamine la zone, rendant malades les riverains des quartiers avoisinants.



Les deux propriétaires du lieu d'incinération illégal sont en train de mobiliser tous leurs moyens pour réaliser une expulsion massive de celui-ci, ainsi que d'un des quartiers voisins; où il y avait déjà eu une expulsion en 2002 pendant laquelle les propriétaires, via l'action de la police de Buenos Aires et des forces parapolicières, avaient attaqué avec des balles de plomb et sans pitié les habitants du quartier, tuant trois personnes, dont une jeune fille enceinte âgée de 15 ans, abattue d'une balle dans la tête. Cette attaque a donné son nom au quartier, dont ils n'ont pu chasser les habitants: quartier «La Soledad» (la solitude).

Revendiquant le droit à un logement digne et à cause de cette menace existante de répression meurtrière habituelle dans ces quartiers, les familles demandent l'expropriation des terrains par la municipalité. Et appellent également à toute la solidarité des organisations et des compagnons engagés dans la lutte pour un changement radical de cet état de misère et d'exploitation qu'est le capitalisme.

Urgence relative au logement

Actuellement, 160 familles vivent sur le terrain, ce qui représente plus de 1000 personnes sans logement et dans une situation de logement précaire, étant donné l'état d'insalubrité dans lequel se trouvent les terrains, à cause de l'usage illégal qu'en ont fait les propriétaires.

Sur le terrain il n'y a ni caniveau ni égout, les connexions électriques sont incertaines et on ne parle même pas de l'accès au gaz naturel. C'est pourquoi les voisins organisés en assemblée exigent l'aménagement urbain du terrain en même temps que son expropriation, afin de pouvoir y demeurer avec un niveau minimum de qualité de vie. Cette situation n'est pas caractéristique uniquement à ce quartier: elle se répète dans tous les quartiers de Villa Fiorito et de Villa Caraza.

Urgence sanitaire

Le quartier n'a rien qui puisse ressembler à un centre de santé ou quoi que soit d'analogue, ce qui est également une situation qu'on retrouve dans tout le nord de la Villa Fiorito: on y trouve des salitas⁷ où selon un dicton populaire: «On te recoud avec une cuillère et du fil alimentaire»; le manque de matériel médical nécessaire s'ajoutant au prix élevé des médicaments. Cela est à l'origine de la mort de personnes victimes de maladies curables, et de l'aller-retour constant à Buenos Aires des familles qui travaillent, afin de pouvoir prendre dignement soin de leurs proches.

Urgence écologique

Le campement a été bâti sur les ordures et ce sont 320 adultes avec une moyenne de 3 à 4 enfants par famille qui y vivent.

Le cuir brûlé s'amoncelle sur ce qui tient lieu de sol, les métaux et engrenages oxydés

abondent de toutes parts... le terrain n'est qu'une étendue d'ordures.

C'est pourquoi nous exigeons que la municipalité nous fournisse des machines pour nettoyer le terrain, entre autres mesures sanitaires, afin que les familles et leurs enfants puissent vivre sans crainte de tomber malades à tout moment.

Cette histoire n'est pas nouvelle. Durant ces dix dernières années, la lutte populaire des habitants a permis la construction de tous les quartiers de la zone nord de Fiorito; ils se sont organisés et ils ont construit leurs quartiers via la récupération de terrains abandonnés et improductifs, afin de gagner leur terre et leur dignité.

En tant qu'organisation nous accompagnons ce processus de lutte initié par les voisins ainsi que toutes leurs revendications. C'est pour cela que nous appelons à faire part de cette situation, étant donné le risque grave d'expulsion qui règne.

En construisant horizontalement, pour un changement social:

Grupo La Rivalta

<http://larivalta.awardspace.info>



1. Villa: quartiers très pauvres, bidonvilles, apparus dans les années 1920, censés être provisoires, mais qui sont toujours là. On pourrait les comparer aux favelas du Brésil.

2. Deux villas situées au Nord de la municipalité de Lomas, dans la province de Buenos Aires, qui jouxte la frontière sud de la ville de Buenos Aires

3. Traduction littérale: ruisseau

4. Le Riachuelo est (comme son nom l'indique!) une petite rivière. Elle est située entre le sud de la ville de Buenos Aires et la province de Buenos Aires.

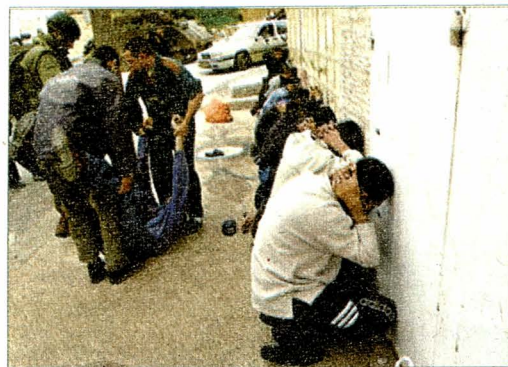
5. C'est ainsi qu'on appelait les lieux d'incinération des ordures, normalement aujourd'hui interdits...

6. Personnes dont le rôle est de convaincre la population de voter pour un parti, auxquels elles-mêmes n'appartiennent pas officiellement, mais dont elles reçoivent de l'argent (en général) en récompense de leurs services.

8. Tout petit centre d'assistance médicale.

Israël

« Anarchistes contre le mur »



Il y a quelques mois les Relations internationales de la Fédération anarchiste sont entrées en contact avec des membres d'Anarchistes contre le mur. À travers divers échanges, des articles écrits pour *le Monde libertaire*, et lors de rencontres en France avec des membres du collectif, il est devenu évident que ce groupe mène une lutte permanente contre l'État d'Israël et pour l'abolition de l'apartheid au Proche-Orient.

Confrontés aux réalités de l'action directe, les Anarchistes contre le mur ont de gros problèmes financiers pour combler les amendes encourues, les frais d'avocats et les coûts d'actions régulières. C'est pourquoi la Fédération anarchiste lance aujourd'hui un appel à soutien pour aider nos camarades des Anarchistes contre le mur. L'argent récolté ira en partie pour payer les frais du collectif et en partie pour développer et pérenniser le mouvement et la pensée libertaires en Israël et en Palestine (affiches, tracts, publications, info-kiosk, etc.).

Pour lancer cet appel, nous avons trouvé propice qu'un membre du collectif nous livre ses impressions sur les Anarchistes contre le mur et les réalités que vit ce groupe depuis sa création. Cet article a été écrit par Kobi Snitz pour *le Monde libertaire* et a été traduit de l'anglais par les Relations internationales de la FA.

Kobi Snitz

CE QUI SUIT, ce sont mes impressions des dilemmes rencontrés par Anarchists Against the Wall (AATW) et les choix qu'a fait ce groupe. Ces impressions ne représentent pas un consensus ou une position officielle des AATW; un tel positionnement n'existe pas.

À l'origine

Il y a environ quatre ans, quelques militantes et militants israéliens se sont rassemblés pour créer un groupe d'action politique pour s'opposer à la prétendue «barrière de séparation» (le mur) de l'État d'Israël. Les actions qui ont marqué les débuts de ce groupe et qui continuent aujourd'hui sont fondées sur la non-violence et la «propagande par le fait». Elles laissent les petits discours et l'institutionnalisation à d'autres.

Le groupe s'est formé autour d'un campement à Masha, où ensemble avec des militantes et militants internationaux et palestiniens, un campement de protestation a été monté sur la route du mur dans le village de Masha. Lorsqu'il résistait à la construction en cours du mur, le groupe a aussi coupé la clôture barbelée et en a détruit des parties.

Lors d'une autre action du même genre en décembre 2003, un militant israélien a subi des tirs de projectiles dans les deux jambes par

l'IDF [les forces de défense israéliennes] avec de vraies balles à une distance très proche. Jusqu'alors le groupe changeait de nom à chaque action, mais la médiatisation autour de cet événement a figé le nom du groupe sur celui choisi pour l'action ce jour-là : Anarchists Against the Wall.

En Israël, comme ailleurs, le mot anarchiste est souvent utilisé de façon négative. Son synonyme le plus proche en Israël est probablement *sataniste*. Mais cet amalgame sert deux buts positifs : il libère le groupe du souci de son image publique, chose qui paralyse souvent l'action politique et, encore plus important, il démontre la détermination du groupe de fixer lui-même ses objectifs et actions. Cette autonomie renforce le groupe car elle offre aux membres actifs et aux membres potentiels la possibilité d'agir en fonction de leurs vraies convictions, sans être contraints de prendre une position pragmatique dans un débat pour lequel les termes sont dictés d'avance par d'autres.

Le début d'une lutte commune

Vers la fin 2003 et en début 2004, des comités populaires ont été créés dans plusieurs villages palestiniens qui s'apprêtaient à perdre une bonne partie de leurs terres à cause du mur.

Merci d'envoyer vos chèques de soutien à l'ordre de «Publico – Anarchistes contre le mur» à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Le Secrétariat aux relations internationales de la FA.

Ces comités avaient pour but de résister contre le mur et ont commencé à manifester presque quotidiennement. L'expérience du campement de Masha a fait en sorte que des Israéliens ont été invités à participer à ces démonstrations. Ce fut le début d'un long partenariat entre les AATW et les comités populaires de nombreux villages.

Les AATW ont alors inauguré une période d'activités très intense. Il y avait des manifestations dans plusieurs villages presque chaque jour et, avec un groupe de quelques dizaines d'Israéliens et Israéliennes, les AATW ont réussi à marquer une petite présence à chacune des manifestations où ils étaient invités.

Bien sûr, chaque manifestation palestinienne comporte aussi son troupeau d'Israéliens non-invités, sous la forme de l'armée ou de la police aux frontières. L'importance d'avoir des militants et militantes israéliens à ces manifestations est que leur présence réduit de façon importante la violence employée par l'armée contre la manifestation. L'armée avoue même ouvertement que sa politique de tirer sur une foule change lorsqu'elle soupçonne la présence d'Israéliens lors d'une démonstration.¹

Malgré cela et même avec des niveaux de violence réduits, neuf Palestiniens ont été tués lors de manifestations contre le mur, certains même lorsqu'il y avait des Israéliens présents. Des milliers d'autres ont été blessés ou arrêtés, d'autres encore ont passé des mois en prison.

Les réalités

Une importante résistance israélienne contre le mur est difficile à cause de l'extrême racisme qui existe en Israël. Celui-ci fait en sorte qu'une opposition au mur par principe est incompréhensible ou est comprise comme un encouragement au meurtre d'Israéliens. De ce fait, les AATW sont toujours marginalisés et sujets à des persécutions légales et à de violentes attaques lors des manifestations.

À ce jour, des membres des AATW ont été arrêtés plus de fois qu'on peut compter; 63 accusations ont été déposées contre des membres du groupe et une militante a déjà été incarcérée pendant plusieurs mois. L'activité habituelle des AATW sous-entend non seulement un contact constant avec l'avocat du groupe – l'excellente et très dévouée Gaby Lasky –, mais aussi une connaissance intime des infirmiers et infirmières d'un grand centre d'urgence à Tel-Aviv.

La pression infligée par de tels risques de danger physique est dure à porter pour un groupe militant qui est assez ouvert à l'arrivée de nouvelles personnes et à la présence de sympathisants lors d'actions et de manifestations. Les AATW se posent constamment la question de comment être le plus prudent possible sans abandonner leurs partenaires palestiniens. D'ailleurs, il n'est même pas certain qu'il existe des précautions à prendre qui soient efficaces pour réduire les risques lors de manifestations. De toutes les blessures graves subies par des membres des AATW ou par des

sympathisants invités par le groupe, une seule fois les militants auraient pu éviter que quelqu'un soit blessé.

Les difficultés d'une lutte commune

Un autre aspect original du travail des AATW est la lutte commune qui est menée ensemble avec des Palestiniens. Celle-ci n'est, bien sûr, pas sans difficultés. On ne peut pas s'attendre à ce que les Palestiniens et Palestiniennes acceptent et fassent confiance immédiatement à des Israéliens et Israéliennes. En plus des craintes d'espions ou de provocateurs, la coopération avec des Israéliens comprend un degré de «normalisation» qui se traduit par un ajustement aux conditions de l'occupation.

Les militants israéliens portent avec eux des influences culturelles qui peuvent ne pas être bienvenues dans certaines parties de la société palestinienne. De ce fait, et malgré qu'il n'y ait aucune plate-forme formalisée, les AATW insistent sur quelques principes dans le travail commun.

Bien que la lutte soit menée conjointement, le premier principe est que ce sont les Palestiniens et Palestiniennes qui doivent prendre les décisions importantes, car ce sont eux les premiers affectés par les décisions qui sont prises lors de la lutte. Ensuite, les Israéliens et Israéliennes ont la responsabilité particulière de respecter l'autodétermination palestinienne, et celle-ci s'étend au respect des coutumes sociales et à ne pas se mêler de la politique palestinienne interne (dont la matière abonde!).

Une question plus délicate est celle de la normalisation versus les bienfaits des liens sociaux. Il y a des standards culturels différents et il serait autoritaire d'essayer de les changer, sans parler de les imposer aux individus. Le seul principe est celui de respecter les demandes faites par les comités populaires à cet égard.

Les détails ci-dessus donnent peut-être l'impression que les difficultés de la lutte commune sont plus importantes qu'elles ne le sont vraiment. En réalité, la lutte commune fait face à une seule difficulté principale qui prend la forme de l'État d'Israël. L'attention portée à ces problèmes est de montrer le processus de développement politique vécu par les AATW ensemble avec ses partenaires palestiniens. Lors de ces dernières années de luttes intensives, ces problèmes ont dû être surmontés.

Étant en quelque sorte le relais central entre les mouvements de la paix israéliens et palestiniens, les AATW ont transmis leur expérience au mouvement de la paix israélien et ont joué un rôle important dans son développement politique.

Au moment où les AATW ont commencé, l'idée que des Israéliens se joindraient à des manifestations palestiniennes semblait impensable pour une grande majorité de la gauche israélienne. Après plusieurs années d'action, le nombre d'Israéliens ayant participé à des manifestations communes avec des Palestiniens et

est de plusieurs milliers et comprend des personnes qui ne sont pas du tout marginalisées. Hormis ceux présents dans des circonscriptions majoritairement arabes, aucun parti politique israélien n'a soutenu la lutte commune contre le mur.

L'obligation des «citoyens» de résister aux actes et politiques criminels menés par «leur» gouvernement est reconnue en droit international et elle oblige les Israéliens et à faire tout leur possible pour résister à leur gouvernement. L'obligation de résister contre ce mur devient encore plus évidente pour tous ceux qui ont déjà été témoins de l'amputation des villages et des villes sur son parcours.

Baisser le regard et ignorer les crimes commis en nos noms, avec nos impôts, par les étudiants que nous formons, ou par ceux que nous côtoyons par politesse, nous fait perdre un peu de notre humanité. Ce fardeau contraint la population israélienne à être esclave de sa propre peur. Dans ce sens, l'acte de désobéissance et de résistance est aussi un acte de libération personnelle; une option ouverte aux Israéliens qui voudraient rejoindre la lutte.

La lutte de la population palestinienne contre ceux qui voudraient qu'elle s'éloigne ou disparaisse totalement est une lutte permanente simplement pour exister. Cette lutte est soutenue par des militants et militantes israéliens qui, à chaque fois, prennent un certain risque personnel. Cependant, la peine maximale pour les Israéliens et Israéliennes ne comprend pas toute une vie d'insécurité financière et le fait d'être soumis aux caprices des soldats occupants. Si ces risques ne sont pas assez pour décourager nos camarades palestiniens, alors nous non plus nous ne devons être découragés.

Kobi Snitz

militant des *Anarchists Against the Wall*
www.awalls.org

1. Aviv Lavie, *Picking their battles*, Haaretz English edition, 15 avril 2004.



Dossier éducation

En cette période où chacun dit n'importe quoi sur le devenir de nos sociétés humaines, où les réformes se succèdent sans cesse pour tenter de mieux contrôler le devenir de ceux qui deviendront les acteurs de la société de demain, la rédaction du *Monde libertaire* trouve important de porter à la réflexion de ses lecteurs ce dossier sur l'éducation...



Les anarchistes et l'éducation

L'ANARCHISME est le seul projet politique et social à avoir l'éducation au cœur de sa démarche théorique et de sa pratique.

Les anarchistes, en effet, parce qu'ils refusent d'imposer leur projet de société par le biais d'une prise du pouvoir (qu'elle soit « démocratique » ou dictatoriale), sont « condamnés » à devoir convaincre le plus grand nombre du bien-fondé de leurs propositions et à faire constamment œuvre d'éducation. D'une éducation libertaire, puisqu'il s'agit d'éduquer à la liberté, à l'égalité, à l'autogestion et à l'entraide par la pratique de ces « vertus ».

De quelques principes de base

En premier lieu, l'éducation libertaire affirme son attachement indéfectible à certaines valeurs: en l'occurrence, la liberté, l'égalité, l'autogestion et l'entraide.

En deuxième lieu, l'éducation libertaire affirme que ces valeurs, qui ne sont pas innées, ne peuvent s'acquérir que par le biais d'une éducation permanente. De ce fait, même si l'éducation libertaire évolue tout naturellement dans l'espace de l'enfance et de l'école, elle embrasse également tous les temps de la vie et tous les espaces sociaux.

En troisième lieu, l'éducation libertaire affirme que l'éducation à la liberté, à l'égalité, à l'autogestion et à l'entraide passe par la pratique de la liberté, de l'égalité, de l'autogestion et de l'entraide.

De ce qui précède découle tout naturellement quelques principes de base de l'éducation libertaire:

— L'enfant n'appartient ni à sa famille, ni à l'État, ni à la religion, mais à sa propre liberté et il doit être considéré comme un citoyen à part entière d'une république sociale.

— L'éducation de l'enfant ne peut qu'être intégrale (physique, intellectuelle, manuelle et morale).

— L'école n'est pas au service de l'économie mais des enfants et doit avoir pour objectif essentiel de contribuer à leur épanouissement en tant qu'êtres humains et citoyens.

— L'école, pour être un lieu de transmission de savoirs, doit également et surtout être un lieu de constructions de savoirs en tous genres. Scolaires, éducatifs, citoyens.

— L'école de l'égalité des chances est celle qui prend en compte la réalité particulière de chacun pour lui permettre de s'épanouir au maximum de ses potentialités. Ce qui exclut toute uniformisation, sélections et autres notations.

— L'école et l'éducation n'ont de sens libertaire que comme facteurs de transformation sociale. D'espaces de construction d'une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression de l'être humain par l'être humain.

De la théorie à la pratique

L'orphelinat de **Cempuis** (1880-1894). En 1880, Paul Robin, ancien membre bakounien de l'Internationale, se voit confier la direction de l'orphelinat de Cempuis dans l'Oise. L'occasion lui est fournie de mettre en pratique son projet d'éducation intégrale. À Cempuis, il y aura donc éducation physique, enseignement intellectuel et manuel, éducation artistique, le

même enseignement pour les garçons et pour les filles, des cours d'éducation sexuelle, des relations enseignants-enseignés non autoritaires... L'Église obtiendra la fermeture de Cempuis au motif qu'elle pratiquait la coéducation.

La Ruche (1904-1917). En 1904, près de Rambouillet, Sébastien Faure décide de tenter l'aventure d'une école du prolétariat. Nom de code: La Ruche. Mêmes principes qu'à Cempuis. École libertaire laïque, gratuite, fonctionnant en autogestion, la Ruche se voulait également une coopérative intégrale. La guerre lui fut fatale.

Les écoles modernes (1901-1909). En 1909, quand Francisco Ferrer est fusillé à Barcelone (au motif que les écoles modernes avaient favorisé le déclenchement de révoltes ouvrières contre la guerre au Maroc), il y avait plusieurs centaines d'écoles modernes en Espagne. C'étaient des écoles mixtes, laïques, libertaires, sans punitions ni examens, et soutenues par de nombreux syndicats ouvriers.

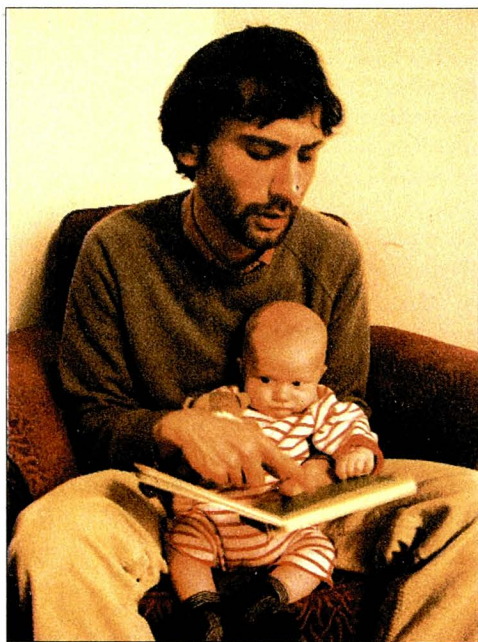
Espagne 1936. Pendant la révolution espagnole, le mouvement libertaire remit au goût du jour et à grande échelle ce qui avait été initié par Robin, Faure, Ferrer.

Bonaventure (1993-2001). En 1993, la république éducative libertaire Bonaventure ouvrait ses portes sur l'île d'Oléron. Libertaire, laïque, gratuite... son histoire reste à écrire.

Jean-Marc Raynaud

Pour une éducation permanente et libertaire

Hugues Lenoir



Nous connaissons depuis longtemps les expériences multiples et souvent réussies des pédagogies libertaires que ce soit La Ruche de Sébastien Faure, les Écoles rationalistes impulsées par Francisco Ferrer et la CNT, les dizaines de classes Freinet où, bien souvent, se pratique une pédagogie de la liberté depuis bientôt un siècle ou, plus récemment encore, l'école insulaire Bonaventure et les lycées autogérés. Mon propos est aujourd'hui tout autre, il vise à rappeler qu'il y a un autre champ éducatif où se joue aussi l'aliénation et la soumission des individus ou tout au contraire son émancipation, celui de l'Éducation permanente. Là, encore et depuis longtemps les anarchistes développèrent leur propre pensée et leurs propres pratiques. Ainsi, depuis Pelloutier et les bourses du travail, les Universités populaires autour de Georges Deherme et les nombreux Cercles d'études sociales animés par les libertaires, l'éducation des adultes a été au cœur de notre militance et de notre réflexion. Il s'agissait pour ceux et celles engagées dans ces apprentissages longtemps buissonniers d'acquérir «la science de son malheur» et de là, les clés de la transformation sociale. Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts et l'État et le patronat ont compris combien il est important d'avoir à disposition une main-d'œuvre intelligente et bien formée essentielle à la production industrielle dans un premier temps, au tertiaire et aux services dans un deuxième et, demain, à la création, par la recherche, de richesses immatérielles.¹ En ont découlé des accords interprofessionnels entre patronat et syndicats, et des lois en 1971, 1984 et plus récemment en 2004, qui avaient et ont pour objectif de maintenir le niveau de la main-d'œuvre, de l'adapter, de la reconvertir, de l'occuper en cas de chômage, voire pour les plus chanceux et les plus habiles de se promouvoir².

Là comme ailleurs, il existe une réflexion et une critique des pratiques d'apprentissage plus souvent imposées que proposées aux adultes en formation.³ D'ailleurs le terme même de formation a été dès le milieu des années 1970 très critiqué. En effet qui pouvait prétendre raisonnablement, même si d'aucuns le souhaitaient idéologiquement, «donner forme» à un adulte? Le mythe durkheimien de la pâte molle forgée dans les écoles-casernes était depuis longtemps battu en brèche, et la résistance des apprenants un phénomène bien connu. Nombreux furent ceux qui dénoncèrent les «pratiques transmissives à visée normative».⁴ Certes, la formule est un peu barbare, mais elle dit bien ce qu'elle veut dire. La formation souvent mise en œuvre dans ce cadre ne vise qu'à conformer les individus et à leur faire accepter la norme dominante que ce soit au travail ou dans l'exercice de leur illusoire citoyenneté. Au-delà de la normativité imposée, cette formule interroge aussi la possibilité même de la transmission du savoir par un tiers. «Transmissivité» aujourd'hui, remise légitimement en cause au profit d'une acquisition des connaissances par l'activité même du sujet apprenant, prônée depuis le début du siècle par les acteurs des pédagogies nouvelles, ou depuis la Libération par les Cemea (Centre d'entraînement aux méthodes actives) et par Joffre Dumazedier et de nombreux autres.

Hormis ce courant historique, quelques-uns encore aujourd'hui se réclament toujours de l'autogestion⁵ en formation, d'une éducation permanente et libertaire à visée émancipatrice et non pas de la seule formation professionnelle tout au long de la vie et à visée normative que la loi de 2004⁶ impose. Ces acteurs s'inscrivent à la fois dans la continuité anarchosyndicaliste et/ou humaniste, où il convient de faire œuvre de soi-même et dans

la tradition des pédagogies libertaires. Du point de vue théorique, ils se réfèrent souvent, mais pas exclusivement, à Carl Rogers et à son disciple Malcolm Knowles et au concept mal compris et souvent intentionnellement détourné de *non-directivité*⁸. Pour ces derniers, le sujet est, et doit être, artisan de sa propre éducation, en mesure de *s'auto-enseigner librement*, hors cela point de salut et surtout beaucoup d'illusion «pédagogique» pour le formateur bercé et berné par sa volonté de toute-puissance. De plus, aucun apprentissage ne peut se passer du désir et du plaisir d'apprendre, même si quelquefois l'apprentissage est source de déséquilibre et de souffrances passagères. Apprendre par soi et pour soi doit, si possible, se réaliser en dehors de toute contrainte «pédagogique» ou institutionnelle. Il s'agit donc pour ces acteurs de troquer leur défroque de formateurs et ses lambeaux de pouvoir contre les habits neufs de facilitateurs dont l'action essentielle est de permettre aux apprenants de choisir leurs objets d'apprentissage, la manière de les appréhender par la recherche ou l'action, les modalités individuelles ou collectives du processus à engager pour apprendre et s'apprendre. Les facilitateurs, devenus une ressource d'apprentissage pour le groupe, égaux parmi des égaux, se doivent par leur expérience et leur professionnalité œuvrer «d'une manière qui n'exige rien et qui n'impose rien» à l'accessibilité de la connaissance afin que par l'action et la réflexion individuelle et collective, le savoir, soit l'affaire de tous, approprié par tous et socialement utilisé par tous.

Ce courant de l'éducation des adultes, aussi minoritaire soit-il – au-delà de contester la loi de 2004 sur la formation professionnelle au service des seules entreprises, avec la bénédiction du syndicalisme institutionnel, dont le seul objet et la seule préoccupation avouée est la compétence au détriment dans la plupart des cas de la connaissance –, a pour ambition de permettre à tout un chacun d'être en capacité d'apprendre à apprendre, de devenir acteur de ses propres apprentissages et de ne plus subir mais de discuter, voire d'être insoumis à la parole du maître. En d'autres termes, ce courant ne fait qu'appliquer et se réapproprier, dans le cadre d'un projet social collectif et cohérent, la vieille antienne de la Première Internationale, à savoir l'Éducation des apprenants sera l'œuvre des apprenants eux-mêmes.

H.L.



L'apprentissage à tout âge.

sur les dispositifs comme le CIF (Congé individuel de formation) ou la VAE (Validation des acquis de l'expérience).

3. Se reporter à H. Lenoir, « De la pédagogie à l'andragogie », in *Guide de la formation et du développement professionnel*, Paris, Retz, 2006.

4. On doit cette formule à Marcel Lesne.

5. Se reporter à H. Lenoir, « L'autogestion pédagogique, cadre de références et champ de pratiques », in *Recherches et Innovations en formation*, Paris, 2003, L'Harmattan.

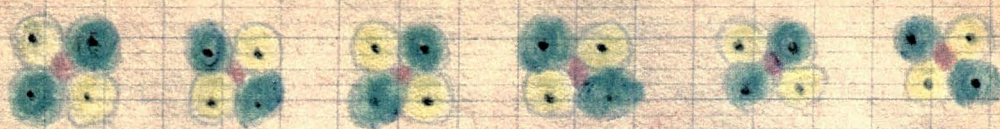
6. Rappelons que la loi de 2004 a supprimé le terme éducation permanente que le texte de 1971 contenait. Et ce n'est pas, à nos yeux, par hasard.

7. Rogers dont l'ouvrage fondamental *Liberté pour apprendre* est en cours de réédition.

8. Les termes en italiques : *non-directivité*, *s'auto-enseigner librement*, *facilitateur*, ainsi que la dernière citation sont empruntés à Rogers.

1. Comprendre : création de brevets, de langages informatiques, découverte de nouvelles molécules, avancées en matière de biotechnologies et nanotechnologies...

2. À condition de posséder l'information nécessaire



Mercrredi 21 Avril 1948

Morale

Le travail

Tous les jours de la semaine la rue Saint-Clair est animée par les gens qui vont et reviennent de leur travail. Les écoliers qui vont à l'école, les tramways qui transportent des employés des ouvriers... etc. Le dimanche, par exemple, on n'entend plus rien.

La loi
à une
puissance

Lundi 3 Mai 1948

Morale

Le travail. Lecture (La maison japonaise)

Les japonais pratiquent une vertu que nous devons bien leur emprunter : le respect du travail. Gâcher le travail d'autrui, imposer à quelqu'un par étourderie.

Morale

Le travail

Ceux qui craignent le travail ne savent pas quel goût il donne à la vie ! Leurs journées sont plus fades que du pain sans sel. Jamais, jamais nous ne serons devenus de travailler.

La m
a toujo

Lundi 24 Avril 1948

Morale

Le travail

du travail, c'est la loi de l'effort. Celui qui s'applique
à sa tâche se sent vivre, il devient plus vivant et plus
de jour en jour.

Mercredi 28 Avril 1948

Morale

Le travail. Lecture (une paire de sou-

Un ouvrier ne doit jamais tromper la personne pour
laquelle il travaille.

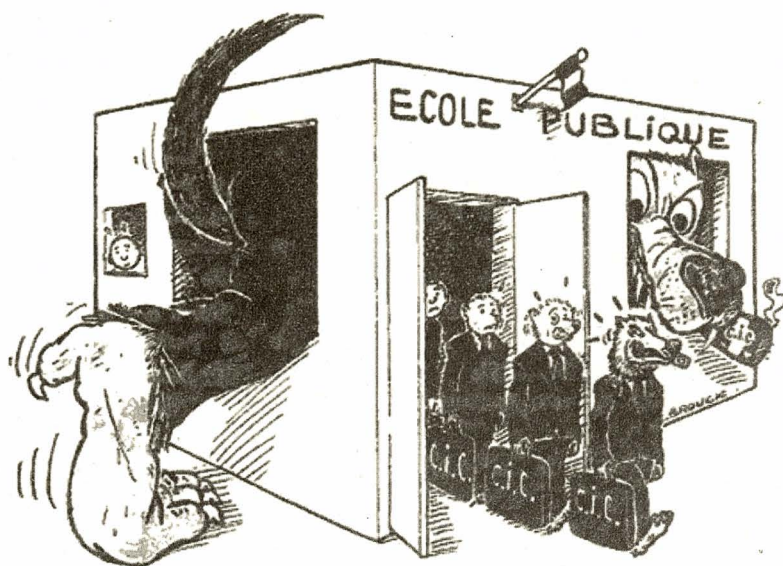
**morale enseignée
pour une odeur de rance!**

À nous les p'tits enfants !

« Et puis vinrent les hommes d'échange et de négoce.

Les hommes de grand parcours gantés de buffles pour l'abus. »

Saint-John Perse



PENDANT QUE LES RÉPUBLICAINS bon teint et autres intellectuels y vont de leur « logorrhée laïque »¹ à pourfendre le diable musulman, banques et argent – « Dieu parmi les marchandises »² – s'engouffrent dans les écoles. Il est bien loin le temps où un ministre pouvait parler de « détournement de mineurs ».³ À nous les p'tits enfants ! Seul quotidien marxiste de la presse française, le Figaro vend la mèche : « Il est difficile de conquérir de nouveaux clients en les faisant changer de banques... aussi celles-ci sont bien décidées à les séduire dès le berceau. »⁴ Pour sa part, dans des conditions administratives et comptables très discutables, le ministère de l'Éducation nationale n'est pas réticent à ce que nombre d'élèves soient à disposition des banques et autres rapaces.

Sans doute pour démocratiser la fonction de banquier ou pour favoriser l'égalité des chances, avec l'aimable autorisation non écrite (?) du MEN, le groupe bancaire CIC organisa longtemps un jeu de bourse dans les lycées et collèges, les Masters de l'économie, sous réserve... que les élèves ouvrent un compte à ladite banque. Pour soutenir l'opération juteuse, même l'inspection générale de l'Éducation nationale apporta son concours en glissant qu'« une interdiction pure et simple de ce jeu serait excessive [étant donné] qu'il présente un intérêt dans la mesure où il peut participer à la formation du citoyen et du consommateur. »⁵ Il fallut plus de quatre années d'instruction et de manœuvres en tout genre avant qu'un tribunal administratif condamne sévèrement le MEN en rappelant que ce jeu « contrevient également au principe de neutralité de l'école... »⁶ ; des centaines de professeurs initiaient de jeunes élèves à la bourse. Heures supplémentaires ? Qui les payait ?

Toutes ces affaires se traitent au nom de l'intérêt des élèves, avec bénédiction syndicale,

c'est-à-dire retombées publicitaires. Et si le groupe bancaire Crédit agricole continue d'organiser le célèbre jeu d'orthographe, Les dicos d'or, bien qu'un inspecteur de l'Éducation nationale organisateur du jeu-concours fut condamné en 1993 par le tribunal administratif de Caen⁷ pour l'avoir illégalement organisé sur le territoire de l'académie en 1989-1991, c'est au nom de la défense de la langue française. Comme le rappelle le gentil organisateur, Bernard Pivot : « Il s'agit de faire connaître l'orthographe, mais surtout le sens des mots. »⁸ On le croit sans peine ; et si un jour le même ministère manigance un contrat entre bons potes avec un marchand de montres à dix balles, ce sera sans doute... pour favoriser la ponctualité des élèves.

Pour compléter l'équipement intellectuel du jeune homme d'aujourd'hui, « le gouvernement se félicite de son initiative pour équiper des étudiants en ordinateurs portables. Entre le lancement du programme "Mon micro-ordinateur WiFi à 1 euro par jour", fin septembre et début janvier, les étudiants ont acheté 100 000 machines, contre 13 000 un an plus tôt. »⁹ Dans le Monde, un certain Benoît Sillard, obscur sous-directeur des technologies de l'information et de la communication au ministère de l'Éducation explique que, pour des raisons pédagogiques et dans le seul intérêt des élèves, « nous visions un doublement des ventes annuelles de portables, soit 150 000 unités de plus sur un an. Ce résultat devrait être atteint en six mois. »¹⁰ Un vrai discours de directeur commercial ! Pour compléter l'équipement sportif du jeune homme d'aujourd'hui, « le permis de conduire sera plus accessible pour les jeunes : dès juillet prochain, le gouvernement lancera l'opération "Permis à 1 euro" : c'est l'annonce qu'a faite hier Jean-Pierre Raffarin... »¹¹ Le lecteur reconstituera de lui-même les arcanes du grand circuit de l'argent.

Théorie et pratique juridiques de la bonne conduite. Pour épater la galerie, le ministre Jack Lang fit semblant de vouloir réglementer ces drôles d'affaires en publiant un code de bonne conduite des interventions des entreprises en milieu scolaire¹². Cette circulaire étrangement fagotée fit l'objet d'un recours en annulation auprès du Conseil d'État. Dans sa grande sagesse administrative, celui-ci omis de traiter de la constitutionnalité du texte incriminé et de son respect des principes qui fondent l'école, la laïcité et la neutralité commerciale, ce qui lui permit de rejeter la requête (CE, 9 octobre 2002, n° 234271). Et hop ! Il est vrai que l'auteur de la circulaire, Jacques-Henri Stahl, alors directeur des affaires juridiques du MEN, était aussi maître des requêtes au Conseil d'État et présenté comme le « jeune collègue et ami »¹³ du président de la section du contentieux dudit conseil. Il est vrai aussi que, dans la formation de jugement, en toute sérénité, siégeait un juge alors mis en examen dans l'affaire dite des HLM de la Ville de Paris, affaire Juppé. Comme on le sait, comme son chef, il fut condamné à douze mois de prison avec sursis par la cour d'appel de Nanterre¹⁴. Une sorte de spécialiste de... la bonne conduite.

À propos des arrêts rendus par « l'illustre assemblée », Bruno Latour écrit : « Le droit se trouve tout entier dans chacun de ses exemples sous une forme quasi fractale. »¹⁴

Gilbert Molinier

1. J. Baubérot, *L'intégrisme républicain contre la laïcité*, Paris, Éditions de l'aube, 2006, p. 10.

2. K. Marx, *Manuscrits de 1857-1858*.

La pédagogie d'État

Démantèlement du service public d'éducation



3. «Le crédit agricole accusé de «détournement de mineurs»», in *la Presse de la Manche*, 6 décembre 1989.

4. E. Bembaron, «Les banques font des avances aux jeunes», in *le Figaro*, 31 janvier 2003.

5. IGEN, André Giletta, Michel Roger, «Le jeu concours de la banque CIC», juillet 2000, n° 2000-027.

6. TA Cergy-Pontoise, 1^{er} juillet 2004, Gilbert Molinier.

7. T.A. Caen, 30 novembre 1993, Jean-Pierre Ponthus. Le ministère sanctionna sévèrement l'inspecteur d'académie en le nommant... médiateur de l'Éducation nationale sur l'académie de Créteil. Aujourd'hui encore, plus de 500 000 élèves sont conviés annuellement à participer à ce jeu d'excellence orthographique.

8. M. Séry, «Sans paillettes mais avec des mots rares, le succès des «Dicos d'or» ne se dément pas», in *le Monde*, 24 janvier 2004.

9. M. Ch. et M.-E.P., «Déjà 100 000 étudiants séduits par le PC à un euro par jour», in *le Figaro*, 22 mars 2005.

10. M. Alberganti, in *le Monde*, 23.03.05.

11. L. C. et M.-E.P., in *le Figaro*, 12 février 2005.

12. BOEN, n°14 du 5 avril 2001, circulaire n° 2001-053.

13. Code administratif, Dalloz, 2003, préface de Daniel Labetoulle, président de la section du contentieux du Conseil d'État.

14. B. Latour, *la Fabrique du droit, une ethnographie du Conseil d'État*, La découverte, 2002, p. 275.

Serge

CES DERNIERS MOIS, l'offensive gouvernementale n'a épargné aucun domaine des luttes des salariés de l'Éducation nationale. En ce qui concerne les personnels enseignants, l'emploi est en baisse régulière dans le second degré, une large partie des professeurs doit désormais envisager une perte nette de rémunération à partir de la rentrée prochaine, la dégradation des conditions d'enseignement en classe se généralise à un rythme effarant, et le statut vient de faire l'objet d'une redéfinition, sous le prétexte de l'efficacité, gestionnaire et pédagogique. Il importe de préciser les deux conséquences principales de ce dernier point, traité avec désinvolture par les grands médias.

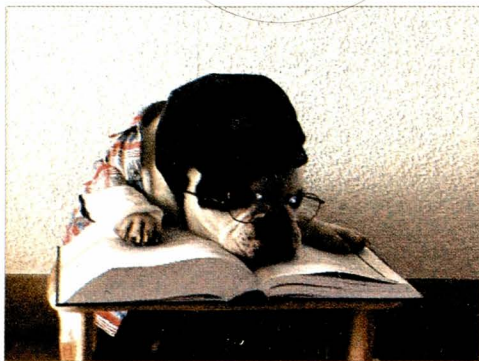
Redéfinition du statut

Première conséquence, les professeurs pourront, comme précédemment, se voir affectés sur plusieurs établissements, mais désormais sans limitation de distance entre les établissements! Cette situation nouvelle permet donc à l'administration de se doter d'un outil de flexibilité géographique, éventuellement instrumentalisé comme mode de sanction arbitraire mais toujours motivé par l'intérêt du service. Anticipés face à la menace de ce type d'affectation ou réels en cas de rétorsion, les effets sur la vie personnelle et professionnelle des salariés se révéleront considérables. La finalité antisyndicale des mutations d'office a été révélée, d'une lumière crue, par la répression d'une violence inouïe que subit, depuis quatre ans, notre camarade Roland Veuillet; un préfet n'a pas craint d'ordonner l'internement en hôpital psychiatrique d'un homme que le gouvernement considère désormais comme un opposant politique à éliminer.

Seconde conséquence, l'enjeu central de cette redéfinition des missions d'enseignement: le nouveau décret impose aux enseignants la flexibilité qualitative. Sous un prétexte pédagogique, c'est l'administration qui décide désormais des compétences des professeurs, au mépris de leur qualification reconnue par la réussite de concours sélectifs. Le professeur de lettres classiques, anciennement spécialiste de sa discipline mais soudainement devenu «polyvalent», devra faire face à une injonction paradoxale: enseigner l'histoire-géographie... ou les mathématiques si les besoins locaux l'exigent!

Par quels moyens «pédagogiques» l'administration compte-t-elle parvenir à atteindre ces objectifs absurdes, aux conséquences dramatiques en termes de transmission des connaissances auprès des élèves?

Le gouvernement, réalisant que le métier d'enseignant était fondé sur une liberté pédagogique jugée excessive et un statut trop protecteur, a décidé, sur le modèle militaire, de produire une création de hiérarchies intermédiaires. Les chefs d'établissement, dénués de rôle pédagogique et ne pouvant arguer d'une





qualification disciplinaire, ne disposaient d'aucune légitimité pour imposer des décisions purement gestionnaires aux professeurs dans chaque discipline. La solution « pédagogique » a donc été de faire exploser le cadre protecteur des disciplines, au mépris de la qualification des professeurs et du droit à un enseignement de qualité pour tous les élèves, et d'instituer un « conseil pédagogique » au sein duquel siègent des professeurs-en-chef ayant autorité sur leurs collègues, et présidé par... le chef d'établissement!

Pour appuyer cette autorité, conçue comme autonome, il est prévu que les conseillers principaux d'éducation soient intégrés dans l'équipe de direction. Ils pourraient ainsi remplir le rôle qui manquait dans l'édifice: devenir des auxiliaires du chef d'établissement dans le contrôle des personnels, et délaissier une mission éducative devenue obsolette.

Régression sociale et faiblesse de la réaction

Comment analyser de telles régressions sociales, et l'insuffisance de la riposte des enseignants?

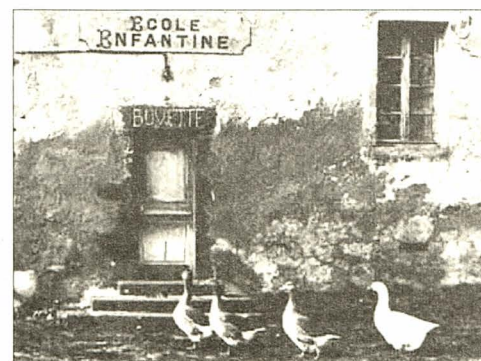
Dans un contexte « européen » où le service public doit se transmuter en service d'intérêt économique général, une intense propagande patronale vise à déstabiliser le salariat statutaire, jugé trop coûteux et trop protégé. Le modèle de la fonction publique non-répressive de l'État en est devenu depuis les années 1980 la cible privilégiée, et le travail médiatique mené avec constance commence à produire ses fruits: opposer les usagers et les personnels du service public d'éducation. Relais officieux du patronat pour « adapter l'école aux besoins des entreprises », les appareils bureaucratiques de la pédagogie d'État (ministères de droite comme de gauche,

Inspection générale, rectorats, IUFM, mais aussi les syndicats enseignants (CFDT, Unsa) accordant une priorité absolue aux débats « pédagogistes » sur les luttes de défense du service public) ont joué un rôle clé dans la mise en cause de l'école publique, particulièrement préjudiciable aux enfants des classes populaires. Le 15 novembre 2006, l'union sacrée des trois associations de « parents d'élèves » (la FCPE de gauche, la PEEP de droite, et l'Unapel de l'école des curés) permet que les masques tombent enfin: la bivalence est promue « occasion d'ouverture » pour les enseignants.

Derrière la revendication obsessionnelle de l'intérêt de l'élève, ce sont surtout les intérêts du ministre que servent ici les trois officines. Le rapport de forces entre les enseignants et le gouvernement n'est guère en faveur des premiers depuis l'éviction du sinistre Allègre. Désignés à la vindicte populaire, ces paresseux se verront imposer un authentique doublement de leur durée de travail si la candidate « socialiste » à l'élection présidentielle est élue. La passivité des principales bureaucraties syndicales contribue au déclasserment symbolique des enseignants et à l'affaiblissement du service public. Le conflit pour la défense du statut n'a donné lieu qu'à un seul jour de grève, le 18 décembre 2006. Bien que ce fût un succès considérable, il n'y a eu aucun autre appel de l'intersyndicale, malgré les préavis, renouvelés de grève reconductible des syndicats SUD et CNT.

En ce qui concerne l'incapacité des enseignants à se mobiliser, la responsabilité du SNES, syndicat majoritaire, apparaît accablante: même le syndicat de droite, le Snalc, avait pour la première fois de son existence estimé que la grève reconductible était la seule arme des enseignants!

Les intérêts fondamentaux des enseignants et de l'immense majorité de la population sont aujourd'hui convergents. À défaut de cette prise de conscience, nous devons simultanément assister à la mort sociale des enseignants, et faire le deuil de toute perspective émancipatrice de l'école publique. **S.**



Des fonctionnaires précaires

LOIN DES CLICHÉS sur ces fainéants de profs toujours prêts à faire grève pour défendre leurs privilèges, l'Education nationale est à la pointe de la précarisation: outre les non-titulaires aux conditions de travail tellement indignes qu'elles seraient illégales dans le privé, les titulaires sur zone de remplacement ont expérimenté cette flexibilisation – généralisée depuis à tous les enseignants via le nouveau décret du 12 février 2007, redéfinissant leur statut.

L'enfer TZR

Les TZR sont les personnels du second degré (environ 20 000 en 2006) chargés des remplacements. En quelques années, ils ont perdu la quasi-totalité des contreparties (points de mutation, primes) à la pénibilité spécifique de leur mission; mission désormais dévolue très majoritairement à de jeunes professeurs débutants, ou à des collègues dans l'impossibilité d'obtenir un autre poste ou une mutation.

Pour le débutant-TZR, la première rentrée se fait parfois à l'hôtel ou en camping, dans l'attente d'une première – et provisoire – affectation. Mieux vaut attendre d'ailleurs de connaître son affectation pour signer un bail: les TZR peuvent être amenés à enseigner sur deux voire trois établissements, parfois très éloignés. Les frais de déplacement étant peu ou mal remboursés, nombre de TZR (bac+5, titulaires d'un concours) se retrouvent dans la catégorie des travailleurs pauvres. Certaines affectations sont véritablement invivables: démoralisation, arrêts de maladie, dépressions, voire pire (cas connu d'une grossesse arrêtée prématurément...). Les démissions sont tellement admises (encouragées?) que l'institution leur donne le doux nom d'«évaporation».

Car en plus des difficultés objectives – mais très variables d'une affectation à l'autre – s'ajoute souvent le sentiment pour le TZR d'être victime de l'acharnement et du mépris de ses gestionnaires, pris dans les rouages d'une machinerie administrative absurde. Mais derrière le sentiment d'irrationnel, il y a bien un pilotage dans l'EN.

L'Etat «patron voyou» ?

L'irrationnel peut s'expliquer par une gestion défaillante, turn-over et emplois précaires se

généralisant aussi dans les administrations: collègue affecté sur deux communes distantes de 100 km... mais se suivant dans l'ordre alphabétique; quatre heures de trajet pour un autre... alors qu'un collègue non-affecté était domicilié à proximité de l'établissement.

Mais le plus souvent, la flexibilisation répond aux impératifs budgétaires de compression des masses salariales, que l'on retrouve dans tous les secteurs publics; les TZR deviennent alors une variable d'ajustement qu'il faut rentabiliser... Jusqu'à l'illégalité! Les rectorats profitent souvent de ce que les TZR, jeunes, ou moins jeunes, ignorent leurs droits, pour leur imposer des décisions illégales (rude déniaisage...): profs de lettres en CDI (Lille, cette année), profs de mécanique enseignant les mathématiques en collège (93, il y a deux ans); arrêtés d'affectation antidatés, privant le TZR de la seule prime à laquelle il a droit.

La flexibilité est imposée par le fait, à coup de massue, à des enseignants souvent jeunes et novices dans le monde de travail. L'enjeu est de taille dans ce bastion de résistance qu'a été l'EN, où les départs à la retraite massifs posent le problème de la non-transmission des mémoires et expertises militantes. D'où la difficulté et la nécessité de trouver des formes de résistance contre cette offensive «managériale».

Des résistances multiformes

La riposte syndicale n'est pas à la hauteur, faute d'une évaluation suffisamment précoce de la gravité de la situation: des missions et conditions de travail dans la fonction publique modifiées en profondeur, par la marge (non-titulaires, puis TZR, mais aussi personnels non-enseignants – surveillants dès 2003, TOS¹ décentralisés la même année...). La vocation majoritaire des principaux syndicats semble aussi avoir été un blocage (souci de ne pas paraître mener des luttes jugées catégorielles ou corporatistes). Par ailleurs, les TZR eux-mêmes ne sont pas facilement mobilisables: peu investis dans les syndicats, isolés dans les établissements, noyés dans leurs difficultés d'exercice, repliés dans des stratégies de survie individuelles, ils sont de plus soumis à un turn-over qui rend

difficile le maintien d'un noyau de militants et la continuité de la lutte.

Des résistances se structurent cependant, transformant en atout leur spécificité: VRP de l'éducation, le TZR peut acquérir une expertise précieuse des rouages de l'EN, une conscience aiguë des inégalités qui s'y développent et s'y reproduisent, tout en permettant la multiplication des contacts. Après d'autres, et parmi d'autres, les TZR en Colère, collectif formé en 2004 à Créteil, puis élargi via Internet, s'efforcent de mettre en réseau et en lumière les luttes éparses, de peser dans les structures syndicales et face aux administrations, et de transmettre les connaissances (juridiques, en particulier), nécessaires à la survie ou à la lutte des TZR. La structure informelle, constituée d'un forum (www.cetace.org/forums), d'un blog (mise-retzr.canalblog.com), d'une liste de diffusion, se double par endroits de la participation à un militantisme syndical plus classique, avec le Snés en particulier. Il a le mérite de créer, par les échanges démultipliés, la transmission des savoirs juridiques, mais aussi de stratégie de survies moins officielles, une culture de résistance et une solidarité qui rendent la précarité moins insupportable, faute de parvenir à la contrer véritablement. Et c'est là sans doute la limite actuelle de son action: comment passer de cette résistance à une attitude offensive de reconquête de droits? Limite que les TZR sont loin d'être les seuls à rencontrer dans le mouvement social...

Face au décret du 12 février 2007 qui vient généraliser cette flexibilité (suppression de garde-fous qui autoriseront désormais la nomination d'un enseignant sur plusieurs communes, hors de sa matière de formation), une riposte tous azimuts s'organise (rétention de notes, occupations, refus des examens blancs, grèves). Alors, généralisation de la précarité dans la fonction publique, ou généralisation des luttes?

Collectif TZR en colère

1. Techniciens et ouvriers de surface, personnels chargés de l'entretien, de la maintenance, de la cantine...

Deniers publics pour école privée

l'État organise le communautarisme

Virginie Benito

EN PERMETTANT le maintien puis le développement d'une école privée sous contrat, financée par les communes et l'État, ce dernier, qu'il soit régi par la droite ou la gauche, échoue à poser les questions de principe de l'égalité de tous devant l'éducation et répond par une fuite en avant. Alors qu'il réduit de façon drastique les moyens attribués au public (5 060 postes d'enseignants ou enseignantes supprimés cette année), l'État dans le même temps, permet aux familles aisées catholiques puis aujourd'hui musulmanes d'échapper à la carte scolaire, quitte à dispenser un enseignement doctrinaire à leurs enfants, tout cela, avec l'argent public.

La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte...

La loi laïque de 1905, promulguant la séparation des Églises et de l'État a fait long feu dans le domaine de l'école comme dans beaucoup d'autres. En effet, les atteintes contre la laïcité n'ont pas cessé depuis le retour au financement des écoles confessionnelles par le régime de Vichy. Les autorités religieuses et leurs différentes émanations, couvertes par des associations souvent proches de l'extrême droite (ex : Familles de France) se donnent pour mission de détricoter cet article de la loi.

Après les accords Lang-Cloupet qui, depuis 1992, obligent les municipalités à subventionner les écoles privées situées sur le territoire de la commune, l'une des dernières attaques en date contre la laïcité est l'amendement Charasse, voté en août 2004. Ce texte est un spécimen de l'hypocrisie dont les socialistes sont coutumiers. A l'issue d'un raisonnement pour le moins tordu et dans le souci affiché de diminuer le nombre d'élèves du privé, celui-ci fait un nouveau cadeau à l'école catholique. En effet, pour contrer les maires des communes rurales qui inciteraient les parents à mettre leurs enfants dans le privé et afin de ne pas payer de frais, la loi les fera payer dans tous les cas. Les textes font désormais obligation aux maires de verser une contribution financière pour la scolarisation dans une école privée située sur une commune extérieure des élèves résidant sur le territoire communal¹. Par exemple, la participation financière réclamée par une école privée s'élève à 423,47 euros pour un élève de primaire, à 900,48 euros pour un élève de maternelle pour trois communes de la Sarthe qui, comme d'autres, refusent de payer ce qui représente un tiers du budget de fonctionnement de l'école publique. Non seulement cette somme est faramineuse mais sur-

tout cela constitue un détournement de la part d'impôts en direction d'une minorité déjà favorisée. Le choix du privé ne rencontrera bientôt plus de frein financier pour s'exercer.

Dans la même logique, Gilles de Robien lors de la rentrée scolaire dernière, inaugurée au collège Saint-Joseph de Cholet (sic!) a affiché sa volonté politique visant à casser l'école publique. Il y a déclaré être partisan de l'égalité de moyens octroyés au public et au privé.

Dérives communautaristes

Le 28 février dernier, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) a autorisé l'ouverture du collège-lycée musulman de Décines, dans le Rhône. Gagnée au terme d'une bataille de plusieurs mois contre le rectorat de Lyon, l'ouverture a été effective le 5 mars dernier. Cet établissement, nommé Al-Kindi du nom d'un savant arabe, est le deuxième de ce type après le lycée Averroès de Lille et le premier en taille avec une capacité d'accueil de 140 élèves. À l'essai pour une durée d'un an, on peut être sûr qu'il entrera dans le giron des établissements privés sous contrat et bénéficiera bientôt de tous les financements publics possibles.

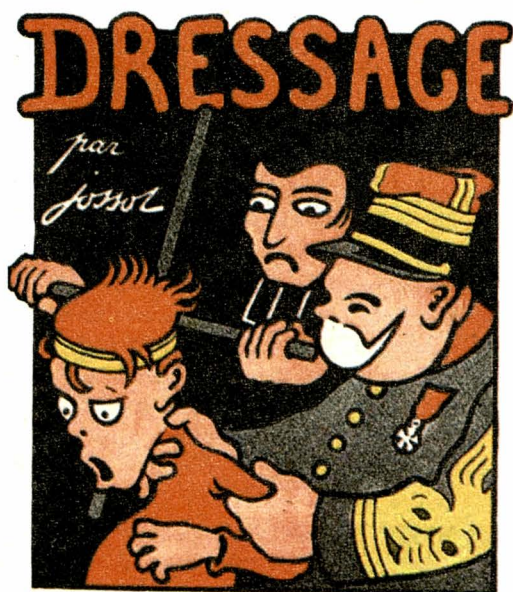
Au nom d'une prétendue ouverture culturelle, la reconnaissance d'établissements musulmans ne manquera pas de profiter à toutes les autres Églises.

S'engageant dans la brèche laissée par les dispositions autorisant et finançant les écoles privées sous-contrat, d'autres établissements confessionnels vont fleurir. Cette dualité scolaire accentue les ruptures culturelles et sociales déjà présentes chez les jeunes. Le cloisonnement organisé prépare une société communautariste et utilitaire où chacun devra aller chercher dans sa communauté d'origine et sa religion supposée les moyens d'affirmer une identité et d'éduquer sa famille.

Quels seront ces adultes qui auront grandi loin de leurs pairs, séparés dans des petites cases, inconscients des préoccupations et des réalités des jeunes du même âge? Quel endoctrinement auront-ils subi pour justifier l'existence de ces multiples écoles et des inégalités qui en découlent?

C'est le communautarisme à l'anglo-saxonne, le repli dans l'entre-soi (prôné, en particulier, par Sarkozy), qui dame le pion à l'école de l'intégration, de la promotion sociale pour chacun-e, du brassage culturel, de l'émancipation individuelle.

On peut penser que l'école publique sera l'un des derniers lieux où les enfants de toutes origines et de toutes cultures se côtoieront.



Couverture de l'assiette au beurre N° 144 du 4 janvier 1904

Virginie Benito militante
au groupe de Rouen de la Fédération anarchiste

Deux mondes qui s'affrontent

Ils étaient 2 millions dans le privé en 2005 contre 10 millions dans le public³.

Le recours au privé par les familles relève à la fois du souhait d'un retour à la sacro-sainte autorité et d'un souci d'évitement des écoles dites difficiles, rarement du choix délibéré d'un enseignement purement confessionnel.

Cependant, le financement des écoles privées par l'Etat et la suppression envisagée de la carte scolaire risquent d'accentuer les ségrégations. L'attention portée aux enfants « les plus méritants » des quartiers en difficulté et qui sert d'argument à la suppression de la sectorisation géographique ne fait que renforcer cette ségrégation en laissant les autres « sur le carreau ».

Ceux qui prônent le libre choix de l'école, qui souhaitent supprimer la carte scolaire et les freins au financement du privé abondent dans l'idéologie du mérite, développée dans nos sociétés capitalistes.

Ces valeurs sont bien loin des principes d'égalité prônés par l'école républicaine et

sont de fait favorisées par nos dirigeants.

Sarkozy a d'ailleurs annoncé son souhait de « toiletter » les lois laïques. Il a déclaré que « la dimension morale est plus solide, plus enracinée lorsqu'elle procède d'une démarche spirituelle ou religieuse, plutôt que lorsqu'elle cherche sa source dans le débat politique ou le modèle républicain ».⁴

Le modèle républicain répond-il aux exigences d'une école égalitaire? Évidemment non! Le manque de moyens, la précarisation des enseignants, l'absence de responsabilisation des élèves et la sélection précoce ne font qu'accentuer les inégalités sociales existantes.

Toutes les religions monothéistes développent des idéologies réactionnaires, patriarcales, machistes, obscurantistes qui sont à l'opposé de notre conception de l'éducation. La société doit combattre ces idéologies, et non pas les encourager. Il faut nous opposer partout où c'est possible au financement public des écoles privées, récupérer les fonds déjà investis au profit de l'école publique, mais aussi mettre en chantier une véritable école du peuple, pour qu'elle représente ce lieu d'ou-

verture, de savoirs et de formation de l'esprit critique nécessaires pour former des adultes responsables qui auront les moyens de prendre leur destin en main **V. B.**

5 mars 2007

1 Rappelons les paroles de Ferdinand Buisson, membre du parti radical et fondateur de la Ligue des droits de l'homme: « Si la nation a voulu que tous les établissements soient exclusivement laïques, c'est que légalement et officiellement, le pays n'a ni dieu ni maître. »

2 article 89 de la loi n° 2004-809 du 4 août 2004 et circulaire interministérielle du 2 décembre 2005.

3 Le Monde de l'éducation n° 341, nov.2005

4 in La République, les religions, l'espérance

Non à l'égalité des chances Oui à la révolution de l'école !

« Tout faire pour que l'homme ordinaire, ce singulier qui n'est jamais produit ni terminé, ne soit plus confondu avec l'homme-eco-communicans des démocraties-marchés »¹

Maryvonne

Ce n'est pas que cet ascenseur ait été un échec qui me révolte, mais c'est la finalité même de l'école qui est en jeu et la société hiérarchique qui en résulte.

Maryvonne milite à la CNT-éducation

CET « HOMME ORDINAIRE » est tout sauf l'« homme moyen » de Quételet², dépouillé de ses qualités, ce qui a permis d'opérer statistiquement sur les amas de particules humaines comme sur les amas d'étoiles. La quantification de l'être humain est devenue ensuite si prégnante que nombre d'enseignants ne se rendent plus compte de l'horreur scolaire du système de la notation; on en est même arrivé à proposer comme but à un jeune d'avoir la moyenne dans toutes les matières! L'affirmation toujours à ressaisir du refus de cette confusion ne se peut que dans l'horizon de la liberté. La liberté se nourrit d'utopie et de rêve mais aussi de « la maîtrise concrète – et souvent douloureuse – des conditions de cette

liberté »³. Et elle ne va pas sans s'appuyer sur l'« arrière-pays » de chacune, de chacun, c'est-à-dire de ce qui nous rend fort, ce qui structure notre colonne vertébrale. Elle se fonde sur une confiance en nous que nous avons à construire et à renforcer. Le lien avec l'école est évident: cet apprentissage de la liberté passe par notre rapport au monde; nous nous posons toutes et tous des questions; la recherche de réponses, qui seront toujours provisoires, est un travail exigeant pour lequel l'école peut être un lieu privilégié où l'égalité soit celle de la condition d'épanouissement des individus singuliers.

Or dans l'école, quand on parle d'égalité, on en vient au mythe de l'égalité des chances

qui continue ses ravages dans le sens où l'ascenseur social de la III^e République, est véhiculé comme une évidence de ce que tout un chacun doit souhaiter. Ce n'est pas que cet ascenseur ait été un échec qui me révolte, mais c'est la finalité même de l'école qui est en jeu et la société hiérarchique qui en résulte. Un certain nombre de professions sont jugées désirables; la fille ou le fils d'ouvrier qui devenait institutrice ou instituteur était le signe du succès de l'école, un symbole de la réalité d'une égalité des chances; de nos jours, ce fameux et mortifère dogme se trouve réactivé par le jeune profilé futur «racaille» qui intègre une classe préparatoire.

Attaquer ce mythe est un des « coins » que l'on peut tenter d'insérer pour inverser la vapeur de cette machine politique qui nous lamine. C'est une entreprise qui s'apparente au désir de trouver un levier pour soulever le monde et si Archimède ne l'inventa pas, il inventa de nombreuses machines qui firent quand même bouger le monde.

Célestin Freinet, Decroly, Robert Gloton (école Vitruve) ont réussi à enfoncer leurs « coins » dans l'Éducation nationale pour toutes et tous, d'autres ont réussi à maintenir des établissements expérimentaux pour décrocheurs (lycée de Saint-Nazaire, Lycée autogéré de Paris, microlycée de Sénart, CLEPT de Grenoble...) et enfin quelques collèges pour toutes et tous ont ouvert en 2002 (collèges de Saint-Martin, du Mans, de Brest...). Leur existence nous aide à vivre et à espérer.

Malheureusement beaucoup de projets de collèges, de collèges-lycées près de l'ouverture ont dû renoncer en butte à des refus administratifs et à un manque de confiance dans les pédagogies coopératives. Nous avons donc à revendiquer haut et fort notre confiance en ces pédagogies et à faire bouger le dualisme, bien entretenu à tous les niveaux, entre l'enseignement magistral rigoureux, porteur des valeurs de compétition, mérite... et l'enseignement qui part des questions des enfants, des jeunes et est ainsi laxiste, et produisant des ignorants. Ce dualisme ne correspond à aucune réalité; en revanche il joue un rôle essentiel dans l'étouffement de toute dissidence: je citerai les expériences des collèges expérimentaux qui ont fait l'objet d'études sur dix ans avec des résultats positifs, dont l'expérience a été supprimée et les études enfouies dans les archives, cela rappelle quelque peu l'histoire de l'école mutuelle⁵.

Nous avons donc à revendiquer le droit de construire une école où ces pédagogies « différentes », coopératives aient vraiment leur place dans l'Éducation nationale, où tous les travaux, les recherches théoriques et pratiques puissent sur le terrain montrer l'épanouissement des enfants et des jeunes dans un enseignement qui allie rigueur, haut niveau d'exigence et passion⁶.

De nombreux îlots de cet « enseigner autrement » existent dans des structures traditionnelles, presque tous liés à des projets

pluridisciplinaires mais, malheureusement, leur expérience est précaire et la plupart du temps le fait d'une personnalité charismatique. Quelques équipes se sont quand même formées dans des structures traditionnelles par exemple une équipe de dix jeunes enseignants a réussi à ouvrir en 2004 deux « sixièmes autrement » dans un collège de Troyes et leur équipe s'est agrandie et poursuit son expérience⁷.

Nous avons aussi à coopérer. Cette coopération a une histoire. Neuf associations d'éducation populaire se sont réunies en 1985 dans le Climope⁸. Les Rers⁹, qui existent depuis au moins 1979, n'en font pas partie même si nous sommes nombreux du Climope à les pratiquer dans nos classes. Un des obstacles à cette coopération est la peur de l'étiquette. Si je me dis « Freinet », cela ne signifie pas que je ne pratique pas des outils des Crap, de l'AFL, du GFEN, des Cemea..., ainsi que ceux des Irem¹⁰, des CRDP. L'étiquette « Freinet », si elle est supportée en primaire l'est fort peu dans le secondaire. Ce que la plupart des gens retiennent, ce sont les médiatisations négatives de ces sigles. Un des points communs à tous ces travaux pédagogiques est la rencontre de la diversité comme enrichissement pour toutes et tous. Ce sont les diversités d'approches, de démarches qui nous font réfléchir et avancer. C'est par exemple ce qu'une inspectrice de primaire¹¹ a mis en pratique: agir dans la formation continue comme on agit dans une classe Freinet, c'est-à-dire à partir de réflexions individuelles ou par petits groupes, puis échanges sans ignorer la part du maître. Les journées annuelles d'échanges de pratiques du Climope sont fort riches et se situent dans cette optique, mais elles restent cependant confidentielles sur le terrain.

Nous avons aussi à combattre une autre peur, celle de l'échec. On aura beau dire que l'échec scolaire n'est que celui de l'école telle qu'elle est, la plupart des gens n'y croient pas, ils ne peuvent envisager un autre parcours que celui qu'ils ont connu. Un manque de confiance en eux et dans les autres leur fait préférer l'école telle qu'ils l'ont connue, se rappelant leurs bons souvenirs – le plus souvent de cours de récréation, de chahuts... Envisager une autre école, c'est envisager que chacune, chacun peut être laissé libre de suivre ses passions, que dans un groupe la passion peut être communicative, c'est se donner les moyens de mettre en place l'autogestion.

Nous avons à nous nourrir des pratiques autogestionnaires contemporaines et historiques, à lire ensemble leurs récits et à les faire connaître et à partager avec celles et ceux qui le désirent la joie de cette approche « entre l'Espoir et la Réalité »¹².

Une fois convaincus de la richesse de ces pratiques, nous avons encore à faire un grand pas. Mon dernier point, et peut-être le plus important puisque peu partagé, concerne ce que l'on peut appeler la culture. Je suivrai d'abord pour cela Fourier: opéra et grande

cuisine dès 3 ans! Je propose ensuite de contrer la maxime du prétendu bon sens: passer par le facile, le simple avant d'aborder beaucoup plus tard le difficile, le complexe; comme si l'on n'était pas plongé irrémédiablement dans des choses qui nous dépassent, ce qui ne nous empêche pas d'en secréter notre miel si on nous en laisse le temps; nous prenons ainsi comme une évidence qu'il ne faut pas chercher à comprendre jeune, mais attendre d'en avoir l'âge. L'Énéide, la guerre d'Espagne, la peinture chinoise, l'infini, les jeux avec les mots. (Attendre d'être enseignant pour oser utiliser le mot heuristique, par exemple, me semble de l'ordre de la paralysie mentale favorisée par l'école de la III^e République; le plaisir des mots et de celui-là en particulier est partageable dès l'école primaire... peuvent passionner à tout âge et ce qu'en tire un enfant de 7 ans n'est souvent pas moins intéressant que ce qu'en tire un adulte). De nombreuses tentatives dans ce sens naissent; certaines vivent dans la durée, mais beaucoup d'énergie est employée pour qu'elles restent exceptionnelles.

Cela est ma croyance en la force révolutionnaire des savoirs, si on y entre avec passion et patience et me pousse toujours à espérer l'insépable. Et si j'y crois encore, c'est bien grâce aux équipes informelles du collège-lycée, où j'ai passé dix-neuf ans, dont les membres partageaient la croyance en la nécessité de l'interdisciplinarité et de la lecture de grands textes. **M.**

1. Gilles Châtelet, *Vivre et penser comme des porcs*, p. 19, éd. Exils, 1998.

2. Astronome et mathématicien belge du XIX^e siècle.

3. G. Châtelet, op. cit., p. 28.

4. Ce englobe militants CNT et non-militants conscients que seule une pratique de l'autogestion à l'école peut nous sortir de l'abêtissement programmé.

5. Anne Querrien, *L'École mutuelle, une pédagogie trop efficace?*, éd. Les empêchés de penser en rond.

6. Par exemple, c'est par une question d'élève de 6^e d'un collège traditionnel « D'où vient pi? » qu'en 1983, je me suis passionnée pour la philosophie des mathématiques et que toute la classe s'est passionnée pour Archimède et a fabriqué une BD.

7. Crap.

8. Comité de liaison des mouvements pédagogiques.

9. Réseaux d'échanges réciproques de savoirs.

10. Institut de recherche de l'enseignement des mathématiques.

11. Témoignage de Nicole Desgroppes dans *Pratiquer la formation réciproque à l'école*, éd. Chronique sociale.

12. Cf. *L'Éducation libertaire*, J.-M. Raynaud et G. Ambauves, éd. Spartacus, 1978.

Faut qu'ça germe !



IL Y A PEU, en sortant du métro, j'ai croisé un fantôme en deuil poussant d'une main une voiture d'enfant, tenant de l'autre un petit garçon, angoissante silhouette voilée de noir de la tête aux pieds, sans même une fente pour les yeux.

Cœur lourd et cervelle envoiée, je regagnais rapidement mon at-hanor, mes patates, mes pinceaux.

C'est important les patates et c'est important de peindre des patates.

Pour ce faire, prendre du contreplaqué; pas noble, pas cher, pas fragile, pauvre produit de la dévastation de nos forêts. Contemporain.

Le poncer, ensuite à l'aide d'une brosse en soie, appliquer soigneusement, onctueusement en couches croisées l'enduit blanc et crémeux.

Pendant qu'il sèche, examiner les patates qui germent un peu partout: dans le Frigidaire à l'abri de la lumière, au-dessus d'un placard, sur le rebord d'une fenêtre.

Patate humble élevée au rang des fruits les plus prestigieux, patate gratuite, riche de tous ses germes à venir,

Patate, pied de nez à nos penseurs en rond,

Patate, trace des rêves héroïques et brutaux de nos ancêtres conquérants,

Patate, signe de l'éternel esclavage des femmes,

Patate matrice, patate nourricière, patate qui vous tombe gros dessus, patate dans la gueule quand on n'en peut plus, mais patate qui germe.

Les germes sortent, fins et discrets, translucides et nacrés, à peine teintés de mauve et de jaune pour certains, du rose au violet, boursoufflés et foisonnants pour d'autres.

Le tubercule, plein, dur, tout en courbe laisse glisser la lumière sur sa peau fine et lisse, ocre clair ou rose violacé et au fil croissant de ses germes, se creuse, se strie, se sillonne et se vide tel le visage de la jeune fille à la vieillesse.

L'enduit sec, poncé à s'en décrocher l'épaule pour obtenir une surface lisse comme un miroir, une surface sur laquelle les doigts peuvent glisser comme une caresse.

Préparer la palette, y déposer toute sa gamme de couleurs acryliques, sans odeur, sans les innombrables étapes des antiques préparations, séchage rapide.

Contemporain.

Alors seulement, prendre le pinceau pour mettre le support en condition, pour planter le décors, sans se soucier de l'air du temps.

Décor sombre et austère, plus dans l'ambiance d'un Zurbaran que dans celle des Hollandais trop enclins à exalter la magnificence de richesses obscènes et indues. Fond sombre mais pas noir, planche en bois figurant le socle et toujours avec le pinceau poser dessus la patate; pas des, mais une patate, une patate remplissant tout l'espace de son tubercule germé, suivi de son ombre. La travailler inlassablement jusqu'à ce qu'elle prenne vie. La donner à voir, la donner à interroger, la donner à méditer, la donner à communiquer.

Le tableau terminé, prendre une autre planche de contreplaqué, répéter les mêmes opérations et toujours avec le pinceau poser une autre patate, la travailler jusqu'à ce qu'elle prenne vie et à nouveau la donner à voir.

Il est possible de peindre des tas de patates en respectant le même processus à condition de les laisser se mélanger et de pouvoir les éplucher, de peindre des pommes à condition de pouvoir les croquer, de peindre des figues à condition de pouvoir les ouvrir, de peindre des cerises à condition de pouvoir cracher les noyaux, de peindre des œufs à condition de pouvoir les casser, et de peindre des oignons sans qu'ils vous fassent pleurer.

Mais le plus important, c'est les patates parce que Faut qu'ça germe.

Alors, le voile plombé se déchirera et laissera apparaître le trésor d'une chevelure déployée.

Nelly Trumel

**Exposition des peintures
de Nelly Trumel à partir du
15 mars à:
la librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot 75011 Paris
Vernissage:
le 15 mars à partir de 18 heures.**

Prises de pouls



SUR LES DEUX CENT quatre-vingt-un films, tous genres et formats confondus, programmés à l'occasion des 42^{es} Journées cinématographiques de Soleure, du 22 au 28 janvier 2007, j'en ai vu trente, dont la plupart mériteraient une recension. Les trois que j'ai choisis ici ne devraient pas vous laisser de marbre...

Cent mille sans-papiers vivraient en Suisse, vingt mille rien qu'à Zurich et alentours. Malgré le soutien de six mille personnes qui ont signé une pétition en sa faveur, la Bolivienne Delia Quispe Flores, laquelle a passé quinze ans dans la métropole bancaire, dut quitter le territoire, le 12 mai 2005, avec son époux Celso et ses trois enfants, Evelyn, Yvette et Edilson. Les autorités cantonales jugèrent non réunis les critères quant à l'obtention d'un permis de séjour pour raisons humanitaires.

Tensions

En Romandie, règne davantage de tolérance; des étrangers n'hésitent pas à s'exprimer à visage découvert. Pour son reportage *Swiss sans-papiers*, Andreas Hoessli, dont j'avais évoqué l'exceptionnel *Devils don't dream!*¹, en a rencontré quelques-uns et unes entre janvier 2005 et mars 2006. Le Kosovar Jakup Gachi (55 ans) a travaillé onze ans dans des vignes et chais vaudois. « Je ne suis pas ici pour devenir un grand capitaliste. Chez nous, tout est bloqué. » Le père de onze enfants a été sommé de plier bagages parce qu'il continuait à entretenir d'étroites relations avec sa famille... Le Péruvien Alfonso Andrade exerce un job dans le multimédia à Renens. Sa compagne, l'Équatorienne Lourdes Velasco effectue des ménages. Lui ne craint pas la police et n'exclut pas de plonger dans la clandestinité. Nonobstant l'avis favorable des édiles cantonales, l'Office fédéral des migrations a enjoint

au couple de quitter le territoire avant le 31 juillet 2005. Le 2 du mois, Lourdes et Alfonso se marièrent en l'église Saint-Valentin à Lausanne, en présence de leurs parents. La jeune femme ne supporte plus cette si inconfortable situation et désire partir. Les élus genevois préconisent la régularisation de cinq mille employés de maison pour répondre aux forts besoins de ce « secteur en tension ». Ismail Türker, du Syndicat interprofessionnel des travailleurs², espère parvenir à arracher, par ce biais, des revalorisations salariales et des droits similaires pour tous. Dans la petite république alpine, où 20 % de la population des grandes villes végètent en-dessous du seuil de pauvreté, les immigrés non-européen (-ne) s ne peuvent demander de permis de travail, sauf pour des postes hautement qualifiés ou en tant que... danseuses de boîtes de nuit... Le 24 septembre 2006, lors d'un référendum initié par les Verts et plusieurs associations contre l'adoption, en date du 16 décembre 2005, de dispositions très restrictives par le Parlement bernois, l'électorat a approuvé à 67,96 % la loi sur les étrangers et à 67,75 % celle modifiant l'asile.

Stanley Van Tha (37 ans) débarqua, le 2 mai 2003, à l'aéroport de Zurich-Kloten, muni d'un passeport birman valide. Trois jours plus tard, il se présenta au Centre d'accueil à Bâle et se vit octroyer le permis « N » attestant son inscription comme requérant d'asile. Affecté au canton de Berne, il cohabita, avec des personnes en provenance de différents continents, dans l'ancien restaurant « Rössli » à Neunegg, géré par l'Armée du Salut.

Atrocités

Dans *Ausgeschafft! (Expulsé!)*, Irene Marty narre « l'incroyable histoire » de cet être en quête de liberté et de sécurité dont l'odyssée s'acheva



tragiquement. Du personnage principal, elle ne nous montre que des photos et les lieux où il séjourna. Elle interroge des gens qui l'avaient côtoyé. La native d'Altdorf, très attachée à la Birmanie (dénomination depuis septembre 1989: Union du Myanmar), a effectué treize voyages (dont neuf illégalement!) au « pays des mille pagodes », depuis cinquante-cinq ans sous la coupe féroce de juntes militaires. Stanley Van Tha, de la minorité chrétienne des Chins, avait collecté des fonds pour Aung San Suu Kyi., la lauréate du Prix Nobel de la Paix en 1991³, et soutenu les guérilleros. La répression féroce oblige des centaines de milliers à fuir leur patrie. La plupart errent dans la zone limitrophe avec la Thaïlande et érigent des campements dans la jungle. Les passeurs leur procurent, en échange d'espèces sonnantes et trébuchantes, des boulots aussi mal rémunérés que pénibles, sur des chantiers, par exemple à Kuala-Lumpur. Ils soutirent le maigre salaire de leurs « clients » jusqu'à ce que ceux-ci aient épongé leur dette. Le seul espoir de ces malheureux: le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, dans la capitale de la Malaisie ou à New Dehli. Irène Marty a tendu le micro à des femmes et des hommes qui témoignent des atrocités qu'ils (elles) ont subies. Stanley Van Tha n'a pas convaincu les bureaucrates de l'Office fédéral des migrations que le retour à la case départ s'avérerait fatal. L'instance *ad hoc* repoussa sa requête, le 21 octobre 2003. La commission de recours le débouta, le 2 décembre 2003. Ses dernières semaines, il les passa au centre de rétention de Witzwil. Après avoir fait échouer, le 6 mars 2004, une première reconduite à la frontière, le 14 avril 2004, il fut traîné de force vers l'avion, attaché sur un fauteuil roulant et bâillonné. Trois policiers l'escortèrent à Rangoon et le livrèrent aux griffes de ceux auxquels il avait espéré échapper. Il disparut derrière les murs du sinistre pénitencier Insain où il purge une peine de dix-neuf ans. Depuis la projection du film sur les deux canaux alémaniques publics, les 27 et 28 février, 5 et 6 mars 2006, la Suisse a suspendu l'expulsion des ressortissants birmans.

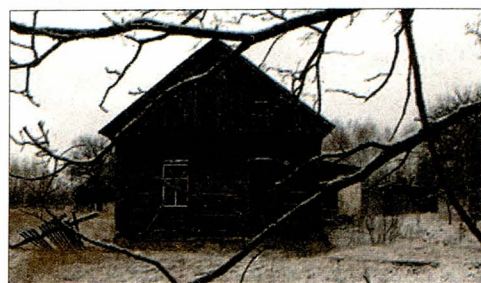
Rejets

Le 26 avril 1986, à 1h24, le réacteur numéro 4 de la centrale « Lénine » à Tchernobyl explosa. Les nuages transportèrent du strontium, du césium et du plutonium sur des milliers de kilomètres. Les dirigeants suisses apprirent l'excursion des particules invisibles et inodores par des bulletins d'informations suédois. Soucieuse de relancer le débat, Helen Stehli-Pfister concocta, pour la télévision SF DRS, le reportage Tchernobyl und die Schweiz, composé aussi d'images d'archives et d'avis recueillis auprès de divers « acteurs », diffusé sur la première chaîne, les 24 et 25 avril, ainsi que le 1^{er} mai 2006. Le pompier Volodia Pravik, un des 800 000 « liquidateurs », décéda peu de temps après son admission dans une clinique spécialisée à Moscou.

Les « perestroïkistes » lui décernèrent la décoration de premier « héros de l'Union soviétique » pour ses « mérites » durant l'extinction de l'incendie sur le toit du bâtiment délabré. Détour par l'hôpital de Gomel en Biélorussie où les médecins continuent d'enregistrer un accroissement dramatique des cancers de la thyroïde, en particulier chez les plus jeunes. Chez nos voisins, le Tessin fut le plus touché par les retombées radioactives, car il y avait beaucoup plu. En juin 1986, le taux des avortements augmenta de 60 %. Sur le lac de Lugano, la pêche fut proscrite durant deux ans. Si Leon Schlumpf (Union démocratique du centre), à l'époque ministre de l'Énergie, n'avait nullement envisagé de changer de cap, il confesse avoir dû prendre position à chaud sans disposer d'éléments précis sur les événements. Michael Kohn, un des plus fervents et immuables promoteurs du nucléaire, impute évidemment l'accident à la spécificité des installations ukrainiennes et non à ce mode de production lui-même. « À quoi servirait-il de débrancher chez nous? Il existe deux cents centrales autour de nous, dans un rayon de deux mille kilomètres ». Lors de la session extraordinaire du Conseil national, le 19 juin 1986, le député social-démocrate Helmut Hubacher déclencha les applaudissements frénétiques du public massé dans les travées de l'hémicycle: « Communistes ou capitalistes, toutes les usines atomiques sont dangereuses! ». Entraîné par ses enfants, il prit le pouls de la contestation sur le terrain de Kaiseraugst (Argovie), occupé par les réfractaires du 1^{er} avril au 14 juin 1975. Treize ans plus tard, le gouvernement renonça à ce projet. A la Pentecôte 1977, 12 000 opposants se rassemblèrent sur le chantier de Gösgen-Däniken. Le 21 juin 1986, autour du réacteur opérationnel depuis le 19 novembre 1979, 30 000 personnes participèrent à la plus imposante manifestation helvétique de ce type. Le 23 septembre 1990, 52,9 % rejetèrent l'initiative populaire prônant l'abandon du nucléaire; en revanche, 54,5 % avalisèrent le « moratoire » quant à l'extension du parc. Le 18 mai 2003, 58,4 % se prononcèrent contre la prolongation de ce statu quo et 66,3 % contre l'option de sortie et la désaffectation progressive des cinq centrales, toutes situées sur l'Aar, la rivière qui baigne Soleure. Produisant 24 milliards de kWh par an, elles fournissent 37 % de l'électricité.

René Hamm

1. Le Monde libertaire du 14 mars 1996.
2. Le quinquagénaire, d'origine kurde, a quitté l'organisation en octobre 2006. Il poursuivra inlassablement le combat pour la régularisation des « clandestins ».
3. Assignée à résidence depuis le 20 juillet 1989, elle a encaissé, le 27 mai dernier, la prolongation pour douze mois de cette mesure de rétorsion.



Vingt ans de Femmes libres

sur Radio libertaire



Photo Patrice Leclerc

Manifestation le 15 janvier 2005 à Paris pour les 30 ans de la loi Veil

L'ÉMISSION «FEMMES LIBRES» a pris naissance en mai 1986 au moment où Radio libertaire organisait le cinquantenaire de la Révolution espagnole. Un certain nombre d'émissions évoquaient ce qui s'était passé entre 1936 et 1939 en terres ibériques, quand la flamme révolutionnaire refusait le putsch de Franco du 18 juillet 1936. La parole des femmes ne pouvait manquer ce rendez-vous de l'histoire tant Mujeres libres furent importantes en Espagne : femmes libres ! Nelly Trumel décida d'en faire une émission. En effet, il semblait important de rappeler l'histoire, afin de pouvoir sereinement parler du présent et de l'avenir des luttes de femmes.

Dès la fin du XIX^e siècle, quelques anarchistes espagnols se préoccupaient de la situation des femmes tel Anselmo Lorenzo, José Prat et Teresa Claramunt, et des revues en faisaient état comme *La Revista Blanca*, *Generacion Consciente* ou *Estudios*¹. Par exemple, *La Revista Blanca*, quinzomadaire publié de juin 1923 à juillet 1936, était dirigée par les membres de la famille Montseny : Federica Montseny y publia une série d'articles. C'est en décembre 1934 que fut créé le premier groupe de Mujeres Libres².

Avec la République de 1931, les femmes avaient obtenu le droit de vote, l'éligibilité pour un certain nombre d'entre elles et l'assurance maternité pour les travailleuses. Mais elles restaient à plus de 44% analphabètes. Dans les années noires (1934-1936), elles s'organisent et tiennent même meeting au théâtre Olympia de Barcelone. Et en avril 1936, Lucia Sanchez Saornil, Mercedes Comaposada et Amparo Poch y Gascon fondent la revue *Mujeres libres* à Madrid. L'organisation rassembla jusqu'à 147 groupes fédérant plus de 20 000 femmes. Le but affiché visait à «libérer les femmes du triple esclavage dont elles étaient victimes : esclaves de leur ignorance, esclaves en tant que productrices et esclaves en tant que femmes.» Les Mujeres libres furent actives jusqu'en février 1939, animées d'une conscience sociale, politique et féministe : elles s'inscrivent dans le mouvement libertaire espagnol.

Ainsi fut créé sur Radio libertaire, en hommage à Mujeres libres, une émission intitulée «Femmes libres» ouvrant un espace de réflexion dont l'objet était l'étude de l'oppression spécifique des femmes dans une société patriarcale et capitaliste fondée sur l'autoritarisme masculin, ainsi que la valorisation des stratégies de défense, de dénonciation et de reconstruction, à la lumière de l'analyse des rapports sociaux de sexe.

Au cours de ces vingt années, à raison de deux heures par semaine, de très nombreuses femmes et quelques hommes, sont venus débattre, témoigner de leurs luttes, de leurs recherches, de leurs expériences.

En règle générale, l'émission comprend trois parties :

- la première est consacrée aux rendez-vous militants,
- la deuxième consiste en une courte revue de presse
- et la troisième partie, la plus importante, s'ouvre aux invitées et invités qui viennent parler librement de leurs luttes, de leurs travaux de recherche ou plus simplement témoigner de leur oppression.

Trois axes se dégagent :

• Un premier, militant rend compte du travail de terrain. Par exemple, la lutte pour le droit à l'avortement et à la contraception, contre les violences, contre les discriminations, la solidarité avec les femmes immigrées, les femmes d'ailleurs, le pacifisme, l'anticléricalisme, etc.

• le deuxième, plus intellectuel, met en valeur des analyses théoriques, des études féministes, réalisées par des chercheuses (historiennes, sociologues, philosophes, scientifiques...)

• le troisième volet, culturel, aborde la création : littérature, cinéma, arts plastiques, théâtre, musique, etc.

En fait, l'émission s'efforce de rendre visible, d'une part, l'immense misère des femmes sur l'ensemble de la planète ; d'autre part, l'immense travail qu'elles accomplissent, travail que les différents pouvoirs continuent

de s'approprier en le maintenant volontairement invisible, qu'il s'agisse du travail domestique, de création, de production, de reproduction ou de lutte féministe, syndicale, sociale ou politique.

Cette information vise à contribuer à une prise de conscience, à un développement de confiance et à un désir de lutter.

«Si l'égalité entre les sexes était reconnue, ce serait une fameuse brèche dans la bêtise humaine... »

« Partout, l'homme souffre dans la société maudite, mais nulle douleur n'est comparable à celle de la femme... » Ces deux phrases pourraient servir de devise à l'émission. Elles sont toujours d'actualité. Louise Michel avait bien dit. Elle a dit aussi : «Le pouvoir est maudit...» et les femmes aussi en savent quelque chose.

L.N.

1. Nash Mary, *Femmes Libres, Espagne 1936-1939, La pensée sauvage*, 1977.

2. Berenguer Sarah (textes réunis et annotés par), *Mujeres libres, Mémoire vive de femmes libertaires dans la Révolution espagnole*, Éditions du Monde libertaire, 2000.

3. Librement inspiré du tract rédigé par Nelly Trumel et distribué lors des 25 ans de Radio libertaire en octobre 2006.

Retrouvez l'émission «Femmes libres» tous les mercredis de 18h30 à 20h30 sur Radio libertaire : 89.4 FM en Ile-de-France et sur Internet : <http://radio-libertaire.org/radiolib.m3u>

Et Les vingt ans de Femmes libres : Samedi 24 mars 2007 à partir de 18 heures Espace Louise Michel 42ter, rue des Cascades 75 020 Paris, métro Pyrénées

Concert de soutien à Radio libertaire

en partenariat avec l'Olympic Café

Après ses 25 ans, notre belle radio aimerait bien continuer à fêter ses anniversaires, sans dieu, sans maître, et sans publicité. Pour cela, en ces temps de politique pour le moins hasardeuse, nous nous devons d'être et de rester totalement indépendants. Voilà pourquoi, auditrices et auditeurs, lectrices et lecteurs, amis de la radio vraiment libre, nous avons besoin de vous pour exister.

L'Olympic Café, un lieu chaleureux où se croisent des musiques qui ne fréquentent pas le Top 50. Une salle ouverte sur son quartier, qui accueille des musiciens d'Afrique et d'ici, où l'improvisation a sa place au soleil, mais aussi une salle sur laquelle plane l'ombre menaçante de la fermeture...

L'Olympic Café et Radio libertaire, réunissent le 22 mars musiciens et poètes, pour vous accueillir dans un esprit libre et solidaire. Pour faire la fête.

Au programme :

En première partie, du slam au bar de 19 heures à 20 heures, avec :

Caroline Carl : comédienne, chanteuse, poète, slameuse, graphiste, MC... Caroline est une petite bête de la scène libre et rebelle. Quand elle ne joue pas au Théâtre Popul'air, quand elle ne présente pas les multiples scènes de slam, au Divan du monde ou au Théâtre de la Providence, elle est aussi co-animatrice de l'émission Cris & Murmures, émission sur le slam de 14 heures à 15h30, le 3^e dimanche de chaque mois. Mais pour soutenir Radio libertaire, elle ne présente pas, elle dit, hurle, ou déclame ses propres textes.

Isabelle Sojfer : l'auteure impertinente et pertinente de treize nouvelles pour son dernier opus : *A conserver au frais*, sorti aux Éditions des petits matins... Isabelle slame comme elle écrit, écrit comme elle slame, avec humour et noirceur. En ces temps électopénibles, on se souvient de son texte *Votez-pour moi*, slamé en direct pour la fête des 25 ans de la radio. Dérision politique et ricanements en perspective !

Nicolas Magat : « Il se voit il se... il se voit il se... dans le vent des pluies noires qui jalonnent son histoire, il se voit... ratatata... le rasoir sur la gorge le pour contre le contre la morsure de l'ombre sur ses lèvres de lumière... dans un silence de marbre penché sur lui-même la cervelle éclatée... dans une nuit sans lune ramassant les lambeaux de sa pensée blessée pour la tenir au chaud dans le creux de ses mains... torturé dans l'oubli des

causes du conflit à genou sous les bombes trahi pas la raison l'orgueil et les passions de sa propre illusion... »

YO! Il fut comédien (raté), metteur en scène (de talent), il habite l'espace avec une énergie soutenue. Sans concessions, il nous caresse à rebrousse-poil et trimbale sa prose entre amours et dopes, écartelé entre l'espoir des unes et l'annihilation des autres. La Baie d'Along l'aspire. Âmes sensibles, ne pas s'abstenir.

De 20h15 à 23h15 : on descend d'un étage ; direction la salle de concert pour trois heures de musique libre et d'improvisations sauvages et éclectiques.

Avec :

JFP & JFP, un duo inédit et explosif : Jean-François Pauvros guitariste trituré et engagé, et Jean-François Paux, vocaliste étonnant.

On ne présente plus Jean-François Pauvros : une guitare, un archet, un jeu puissant et sensible qui traverse depuis trente ans l'espace musical, de l'Éthiopie au Japon. Une vingtaine de disques sous son nom (juste les derniers : en 2004 *Écume* ou *Bave* Akchoté/Pauvros/Red, en 2005 *Sombre* Breschand/Pauvros, en 2006 *Mars* Kawabata/Pauvros) et l'équivalent comme invité (*Buenaventura* Durutti/Nato...). Aujourd'hui, il monte sur scène avec Marteau rouge, Les 4 filles de l'Industrie, et plein d'autres formations trop nombreuses pour être ici citées. JFP, c'est aussi l'engagement à long terme : vingt ans dont la moitié de bagarres pour les Studios Campus. Son but : promouvoir la musique libre, ouverte à tous et partagée. Et pendant cinq ans, Jean-François Pauvros et Campus ont accueilli Radio libertaire pour l'émission *Traffic* au Campus. Jean-François Paux : camarade musicien du premier de longue date. A chaque passage sur scène, JFP surprend et sidère. Sa voix est percussion, la percussion chante ; on ne sait jamais où l'attendre ! En ce moment, on le trouve souvent sur scène avec le contrebassiste et compagnon de débauche musicale Jean Bordé.

Toups Bebey & Linda : saxophones, clavier, percussions, voix et danse.

Toups Bebey, saxophoniste camerounais, est en 1997 l'inventeur génial du technoïde Pact, le Paris African Cosmic Tone, à la croisée de la techno et de l'afro-beat. En 1998, il est le compositeur et arrangeur du Spirit Pan African Brass Company, fanfare populaire et africaine, qui accompagne les carnivals et autres

fêtes de quartier. Chez Toups, tous les téléscopes musicaux sont autorisés, ce qui l'a amené à partager la musique avec Archie Shepp ou Charlelie Couture. Sur son disque *Pigmy Attitude*, l'arrivée de la flûte pygmée est l'hommage à un peuple de musiciens oubliés au cœur de l'Afrique, et au père, Francis Bebey, qui lui a fait découvrir cette musique.

Toups, saxophoniste inventif et poly-instrumentiste, et Linda, qui chante, danse et percute, défrichent et inventent ensemble un spectacle complet où les arts respirent.

Hélène Labarrière & Sylvain Kassap : contrebasse et clarinettes, la chaleur du duo.

Sylvain Kassap, ou l'amour de la rencontre, des routes musicales qui se croisent, de l'éclectisme curieux. Il rêvait d'être batteur, mais c'est la clarinette qui entre dans sa vie, offerte pas ses potes pour ses 16 ans... et elle le mange. Depuis, en impro solo ou accompagnée, compositeur ou interprète, Sylvain Kassap traverse énergiquement le jazz, les musiques locales et contemporaines. Il est passé par Istanbul (*Instambul da eylul*, 1989), l'Afrique et l'Europe de l'est (*Quixot*, 1994), et par Montreuil avec Hélène Labarrière (du collectif *Incidences*, en 1994, à l'album *Piccolo* 17.X.2001).

Jusqu'à la création de son groupe *Machination* en 1993, qu'ils s'appellent Didier Lockwood ou Michel Portal, la contrebasse d'Hélène Labarrière emporte ceux qui en partagent les vibrations. Mais un groupe, ça ne suffit pas, et on la croise en duos, trios, quartets... sur toutes les routes des festivals. Ce sont : Trio N, Jacques et les veuves joyeuses, Los incontrolados (avec S. Kassap) la liste est longue, à l'image de ses centres d'intérêts musicaux qui se promènent du breton au contemporain, en passant par la poésie.

Et pour finir la soirée, une rencontre inédite entre ces musiciens qui se connaissent, s'apprécient, mais ne se sont jamais croisés sur une scène !

Ces concerts donneront lieu à une retransmission ultérieure sur Radio Libertaire.

@gnès

**Le Jeudi 22 mars 2007,
nous vous attendons à partir de
19 heures à l'Olympic Café,
20, rue Léon, 75018 Paris
M° Château-Rouge
Entrée libre / chapeau pour la radio**

Radio libertaire

Jeudi 15 mars

Free Libertaire à 00h30: Musiques alternatives.

Skopa diffusera les deux premières heures de l'émission de Free Libertaire avec Francis Rimbart et Diplo & l'histoire de la Commune « À l'Assaut du ciel », musique de Joseph Kosma et chronique en 7 tableaux de Henri Bassis, un vinyle devenu rare.

Si vis pacem à 18 heures: EPR Stop! M51 Basta!

Les enfants de Stonewall – BodyFreaks à 19h30:

Sexualité choisie. Présentation des livres *FièrEs d'être Putes*, de Maîtresse Nikita et Thierry Schaffauser et *Grisélidis Réal, la nuit écarlate ou le repas des fauves* (Collectif), en présence de leurs auteurs respectifs.

Epsilonia à 22 heures: Musiques expérimentales et expérimentations sonores. L'émission se déroulera en deux volets: 23 Five, association à but non lucratif, dont la fonction est de promouvoir l'art sonore; la deuxième partie: à Blurt, groupe fondé par le poète, saxophoniste et marionnettiste Ted Milton en 1980. Au programme de la nuit: bande sans fin Hafler Trio.

Vendredi 16 mars

Place aux fous à 13 heures: Philosophie & Musique. Disciplines de l'indiscipline. Theme: « Qu'est-ce que la folie? Éloge de la folie. » Olivier Pascault consacrera une chronique musicale à Hubert-Félix Thieffaine, et proposera une diffusion exclusive de cet artiste et poète de la libération des extases rimbaldiennes.

L'antenne sociale à 19 heures: Les violences conjugales. Débat autour du partenariat entre associations, soins, travailleurs sociaux, justice, police commune dans le cadre du travail, avec les victimes des violences conjugales.

Ça booste sous les pavés à 22h30: Musiques, reportages, actus... Invité de Squal: le groupe Madras. Provenant d'horizons

différents, cet artiste mélange ses propres inspirations, couleurs et vibrations, pour en arriver à une fusion entre le Reggae, le Raggamuffin', le HipHop et le Dub.

Samedi 17 mars

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier à 10 heures: Les coulisses de la grande distribution de Christian Jacquiau. Avec l'auteur.

Chronique syndicale à 11h30: Luttons et actualités sociales. 11h30-12h30 *Comités d'entreprise, syndicats, patrons, le grand remue-ménage* (Éd. de l'Atelier), avec Nicolas Dubost; 12h30-13h30 Dans le monde une classe en lutte, avec Henri Simon.

Nuits off à 23 heures: Nuit Folk Rock (de 23 heures à l'aube). Les « Nuits off » visitent le territoire des héros du folk, fils et petits fils de Dylan, engagés ou poètes...

Dimanche 18 mars

Cris et murmures à 14 heures: Slam au Divan du Monde. Cris & Murmures reçoit Eva DT et Nada, les invités du dernier Slam au Divan.

Des mots, une voix à 15h30: Des mots, des auteurs. L'émission recevra l'écrivain Georges-Olivier Châteaureynaud, pour ses livres *Au fond du Paradis* et *Le démon à la crécelle* (sortis chez Grasset). Au micro, Thierry Clair-Victor; à la réalisation, Erwan Charton.

Lundi 19 mars

Lundi matin à 11 heures: Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Agora libertaire à 18 heures: Souvenirs de la Guerre d'Espagne. 19 juillet 1936 - 9 février 1939, Antoine Gimenez Feuilleton radiophonique en 20 épisodes réalisé par les Giménologues, amis d'Antoine Gimenez. Diffusion des épisodes 11 et 12.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures: Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22h30:

Humour et humeur noirs... Revue de presse politiquement incorrecte, par la bande des Carmélites Pentus.

Mardi 20 mars

Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures: Des fusiques molles pour fous les tous. Émission n° 85: Quartiers libres aux DDs.

Idéaux et débats à 18 heures: C'est pourtant pas la guerre! C'est la bagarre générale! Les Petites Bourettes nous avaient fait l'honneur de venir jouer pour les 25 ans de Radio libertaire, nous les retrouvons, avec joie, en direct pour parler de leur dernier album intitulé: *Bagarre générale*. Nous diffuserons aussi une interview de Maryline Desbiolles, réalisée le 20 février 2007, pour la sortie aux Éditions du Seuil du recueil intitulé *C'est pourtant pas la guerre*.

Le Parisien libertaire à 8 heures: Faut libérer Paris! Passage en revue non-exhaustif et militant de l'actualité parisienne. L'agenda militant. Et l'urne au fond du couloir, la petite porte, à côté des WC... Ou n'est-ce pas la même?

Mercredi 21 mars

Blues en liberté à 10h30: Émission musicale blues. Big Bill Broonzy, mythe et réalité.

Léo 38 à 16 heures: À l'heure du goûter. Reggae et autres, avec Shanti D., Papa Laurent et Papa Frédéric... Lève ton doigt en l'air, Libertaire!

Ras les murs à 20h30: Actualités des luttes de prisonniers. Invitée: Luce Michel, pour son livre *Femmes de détenus/* (aux éditions Buchet Chastel). Parcours de femmes dont le mari, le compagnon, sont incarcérés, et comment elles vivent dehors avec la prison.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 15 mars **Merlieux (02)**

Rencontre avec Nan Arousseau, auteur de *Bleu de chauffe* ainsi que de *Paroles de bandits* et récemment de *Du même auteur*, de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax: 03 23 80 17 09.

Nancy (54)

Rencontres libertaires sur l'autogestion au local CNT, 22 bis, rue Villebois-Mareuil, 19 heures: débat avec un membre de Coopéquita de la CNT Bordeaux (production et distribution coopérative de produits agricoles)

Paris 11^e

Nelly Trumel expose à Publico ses peintures; que nous soyons nombreux à les dévorer à partir du 15 mars. Vernissage le jeudi 15 mars à 18 heures.

Vendredi 16 mars **Saint-Claude (39)**

Réunion publique: combattre la biométrie, avec le collectif jurassien pour le refus de prélèvement d'ADN, au Coffre-Fort, rue de Boneville à 20h30, grouperlucio@no-log.org.

Saint-Astier (24)

Bruno Daraquy interprète Gaston Couté au centre culturel La Fabrique à 21 heures, rue Amiral-Courbet. Réservation: 05 53 02 41 99 ou contact@lafabrique.info

Toulouse

À l'occasion de la manif antinucléaire du 17 mars, rediffusion *Plogoff, des pierres contre des fusils* à 20h30, à la librairie associative autogestionnaire Le Chat noir toulousain, 18, avenue de la Gloire.

Samedi 17 mars **Bordeaux**

Journée de soutien à Oaxaca: projections; débats; bouffe, à 15 heures, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Paris 19^e

Projection de *Chroniques libertaires* N° 3: *Le ferment du levain*, un

siècle d'anarchisme à travers le journal *Le Libertaire* puis *Le Monde libertaire*... Les anarchistes par eux même. 3^e partie: le *Monde libertaire* aujourd'hui, les militants et leur journal, filmés sur 10 ans. Projection à 20h30, à l'Usine, 102, boulevard de la Villette, métro Colonel-Fabien (c'est une entrée d'immeuble, traverser la cour). Entrée libre. Apéro après la projection.

Lyon 2^e

Manifestation antinucléaire à 14 heures, place Bellecour.

Dimanche 18 mars **Paris 11^e**

Campagne pour la libération des prisonniers d'Action directe: Infos, table de presse, caisse de soutien et projection du film de Pierre Carles *Ni vieux ni traîtres* à 19 heures au Maldoror, 10, rue du Grand-Prieuré, Métro Oberkampf

Nancy

Une projection de *L'École buissonnière* est organisée à l'espace autogéré l'Aquarium à 14 heures, 63, rue de Malzéville (ce sont les anciens locaux d'Ars Recup). Il y aura un débat à la suite du film dont le thème est « Une autre école est-elle possible? »

Mercredi 21 mars **Rennes**

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste organise, à la maison du Champ-de-Mars (métro Charles-de-Gaulle) à 20 heures, une réunion-débat sur le thème « Occupons la rue, désertons les urnes ». Différents acteurs du mouvement social expliqueront leur engagement.

Jeudi 22 mars **Paris 18^e**

25 ans d'indépendance. Soirée de soutien à Radio Libertaire: 19 heures, Slam avec Caroline Carl, Nicolas Magat, Isabelle Sojfer et Yo, 20h15 concert avec Jean François Pauvros, Jean François Paux, Hélène Labarrière, Sylvain Kassap, Linda, Toupes Bebey à l'Olympic Café 20, rue Léon. Entrée à prix libre.

Vendredi 23 mars **Le Havre**

Le groupe Zéro de conduite de la Fédération anarchiste propose une causerie avec Jacques Lesage de La Haye pour son livre *La Mort de l'asile* (éditions Libertaires). Rendez-vous à 19 heures à l'Apple Pie, 18, place de Gaulle. Entrée libre.

Toulouse

Présentation de Joe Hill & les IWW par Fred à 20h30, à la Librairie associative autogestionnaire Le Chat noir toulousain, 18, avenue de la Gloire.

Samedi 24 mars **Paris 20^e**

Les Vingt ans de l'émission Femmes libres: de Mujeres libres de 1936, à la commémoration de l'émission Femmes libres qui débuta en 1986, avec Claude Michel à accordéon pour l'accueil en chanson féministe, Les voix rebelles (chansons féministes dans les rues, les manifestations... et la fête!), Nelly Pouget (saxophoniste, un peu de jazz et de free, pour être femme et libre) + apéro pour se rencontrer, échanger, discuter en toute convivialité + Exposition d'œuvres et de réalisations de féministes, à 18 heures, à l'espace Louise-Michel, 42 ter, rue des cascades. Métro Pyrénées.

Saint-Denis (93)

Séminaire « Maitron des anarchistes »: apprendre à construire et rédiger une biographie militante de 13h30 et dimanche 25 mars 2007 de 9 heures à 15 heures, à la Bourse du Travail de Saint-Denis, Métro Porte-de-Paris, Ligne 13, direction Saint-Denis-Université (Demander Clinique de la Porte de Paris).

Besançon (25)

Rencontre signature avec Kerroum Achir autour de son livre *Les Kaffars ou l'Algérie des années quatre-vingt*, à 18h30, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

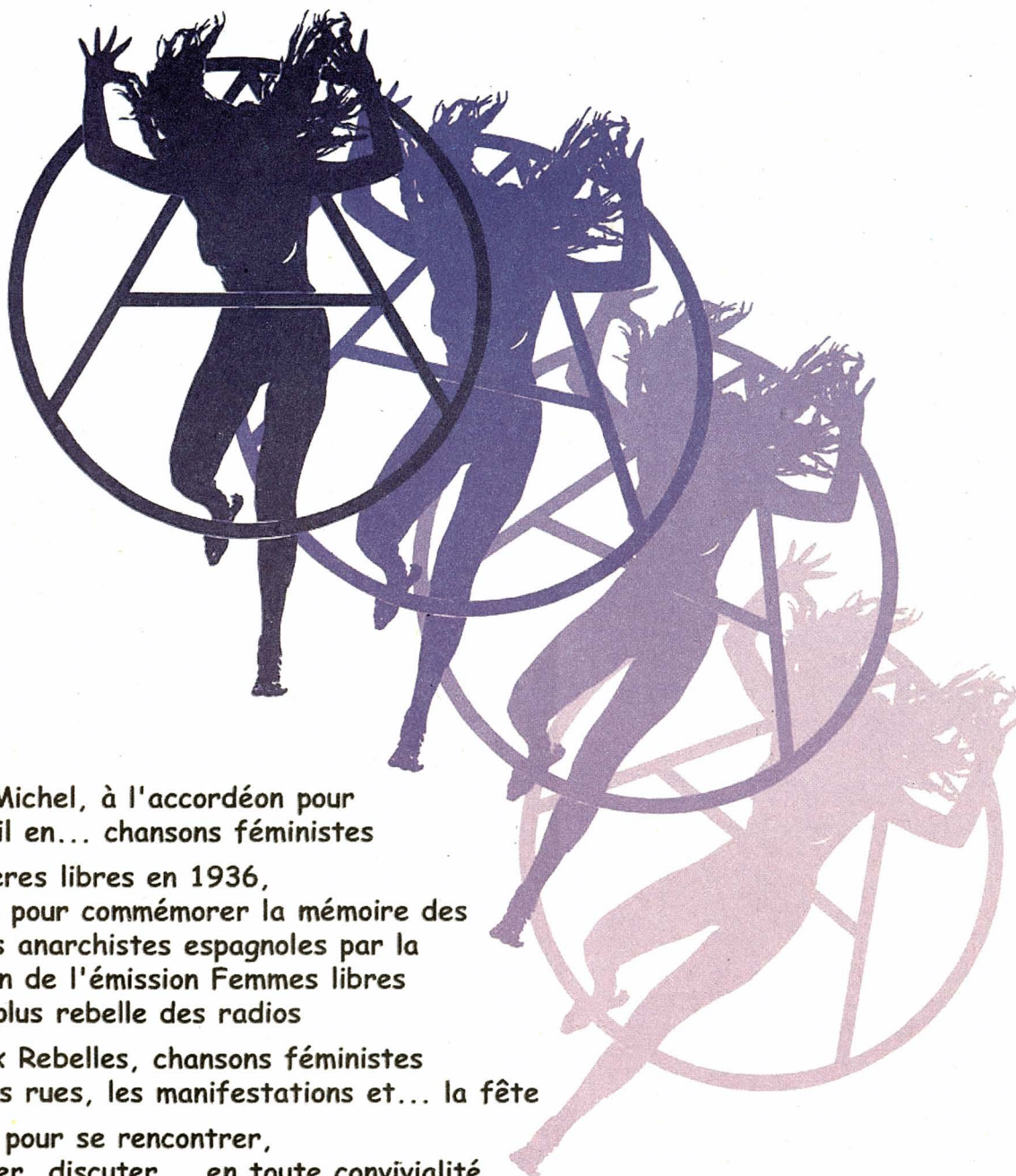
Toulouse

Concert de Fred Alpi, rock libertaire, en soutien à la Librairie associative autogestionnaire Le Chat noir toulousain à 19 heures, à L'Autan, Rond-point Arnaud-Bernard. Trois euros.

Les vingt ans de Femmes libres

samedi 24 mars 2007 à partir de 18 h

Espace Louise Michel 42 ter rue des Cascades 75020 Paris métro Pyrénées



Claude Michel, à l'accordéon pour
l'accueil en... chansons féministes

De Mujeres libres en 1936,
à 1986 pour commémorer la mémoire des
femmes anarchistes espagnoles par la
création de l'émission Femmes libres
sur la plus rebelle des radios

Les Voix Rebelles, chansons féministes
dans les rues, les manifestations et... la fête

L'apéro pour se rencontrer,
échanger, discuter... en toute convivialité

Nelly Pouget, saxophoniste,
un peu de jazz, un peu de free... pour être Femme et Libre !

Exposition d'œuvres et de réalisations de féministes

Radio libertaire

le mercredi de 18h30 à 20h30, en Ile-de-France sur 89.4 FM
et sur Internet <http://radio-libertaire.org/radiolib.m3u>